

la gauche

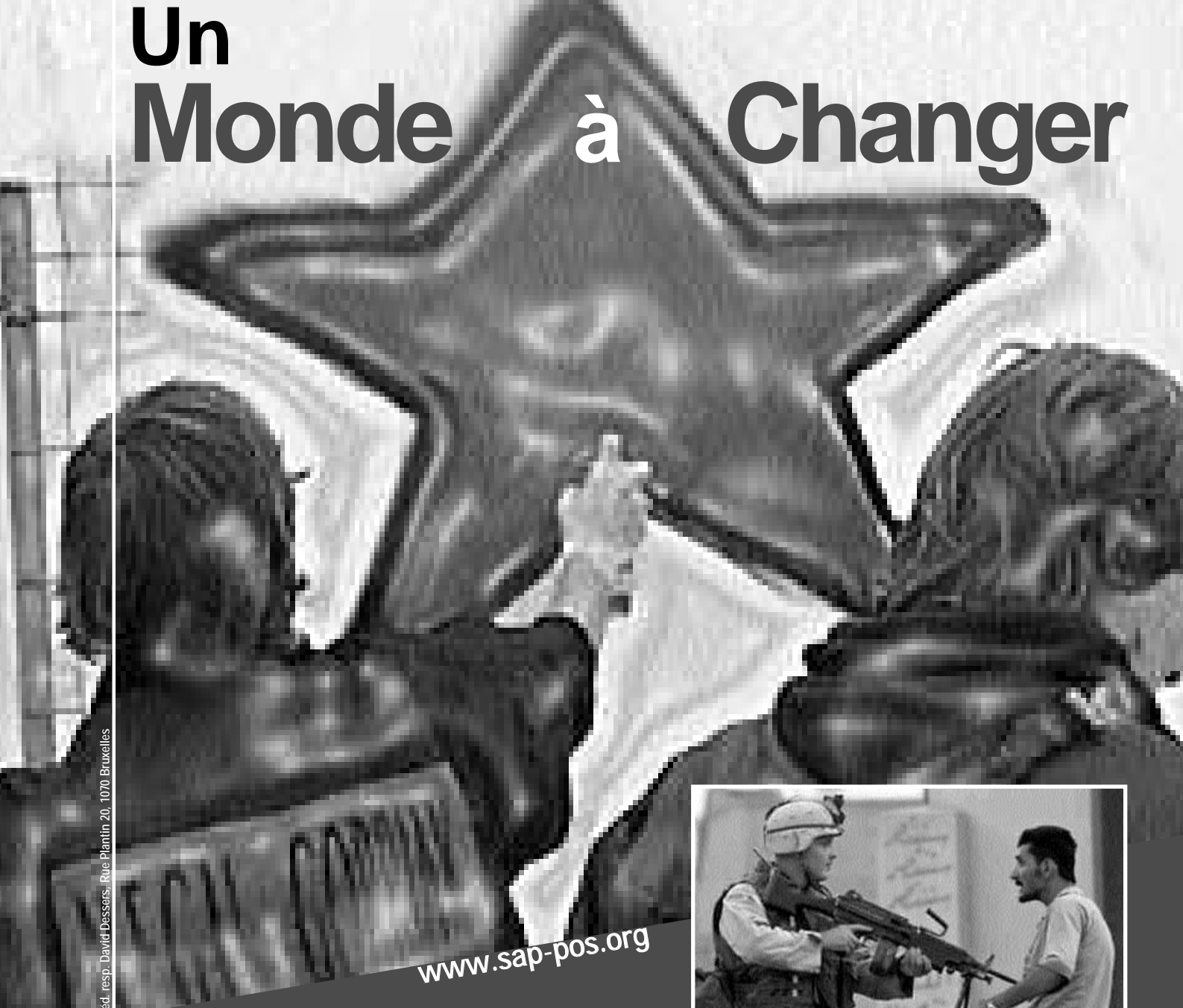
#03

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
47^E ANNEE • MAI 2004

Comprendre le monde pour le changer

Un Monde à Changer



éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

www.sap-pos.org

DÉBAT:

Interdiction du FOULARD:
Quel point de vue de
GAUCHE?



L'IRAK EN RÉVOLTE
En finir avec l'occupation

Dans notre précédent numéro de *La Gauche*, nous avons abordé la critique publicitaire. Pour notre rubrique *Alternatives*, nous revenons sur le sujet en compagnie de **Philippe Mazy** qui nous présente le **RAP (Résistance à l'agression publicitaire)**, un réseau d'activistes qui mène l'action et la réflexion en Belgique sur cette question. INTERVIEW PAR MARCEL SOLBREUX

Comme un air de R.A.P

Quels sont les objectifs poursuivis par le RAP (Résistance à l'agression publicitaire) ?

Philippe Mazy: Les pubards dépensent beaucoup d'argent et d'énergie pour que la pub acquière ses lettres de noblesse. A cause de cela, la pub s'expose aux Beaux-Arts et fait l'objet de toutes les attentions. Or, la pub n'est pas de l'art. Tout au plus elle est fascinante au même titre que la propagande quand elle est bien faite.

Un de nos premiers objectifs est de lutter contre la confusion qu'entretiennent les pubards et de dénoncer la pub pour ce qu'elle est: une agression intolérable, les prémices d'un pouvoir totalitaire dont elle est l'organe de propagande.

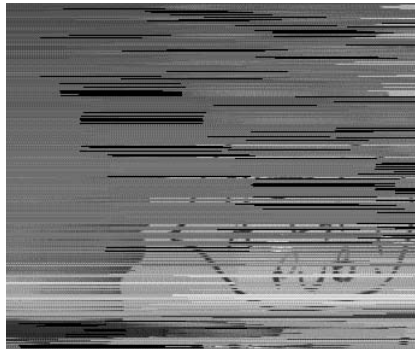
Peu de gens, surtout parmi les plus jeunes, comprennent la gravité du danger qu'elle représente. La propagande est une des armes de guerre des plus redoutables: le lavage de cerveau.

On peut dire que la pub transforme les citoyens progressivement en porcs dont la seule préoccupation est ce qu'ils vont consommer. Les seuls messages qui leur sont adressés dans l'espace public sont des messages de type pub. C'est grave!

Notre premier objectif chez RAP est

d'attirer l'attention du plus grand nombre sur la gravité du problème.

Nous voulons que la pub disparaisse de l'espace public où elle n'a rien à faire et la limiter à l'espace commercial où on peut concevoir qu'elle est à sa place.



Vue partielle d'une affiche publicitaire "détournée" dans le métro parisien. Photo: Indymedia-Paris

En mettant en cause la publicité, implicitement c'est le règne de la marchandise et le système capitaliste que vous contestez. Mais quelle alternative proposez-vous ?

Ph. M: RAP ne propose pas d'alternative. RAP est une plate-forme sur laquelle peuvent s'allier pour ce combat ponctuel des militants de différentes tendances, en poursuivant leurs propres objectifs (qui sont parfois similaires).

Comment fonctionnez-vous ?

Ph. M: En collectif. Les membres actifs décident. Les autres peuvent donner leur avis. Tout le monde peut se faire membre et soutenir la lutte.

Quelles actions avez-vous déjà à votre actif ?

Ph. M: D'abord un travail de fond sur des dossiers, notamment celui sur le géant publicitaire américain Clear Channel qui vient d'avaler quasi tous les organisateurs de concerts rock du pays (voir notre dossier sur notre site internet).

Ensuite, des actions sur le terrain, notamment les "recouvrements" (dans le sens "réappropriation") au grand jour. Des éditions d'autocollants. Des pressions sur les pouvoirs publics. Des manifs, des stands et de la diffusion d'info.

Quelles actions prévoyez-vous dans le futur ?

Ph. M: Une campagne nationale contre Clear Channel avec de nombreux partenaires, qui s'exprimera par exemple par le surcollage des affiches de Werchter. D'autres actions auront lieu en fonction de nos forces.

Existe-t-il d'autres initiatives semblables ?

Ph. M: En Belgique, non. Il existe d'autres groupes d'activistes antipub, mais ils agissent plutôt la nuit (difficile dès lors de donner leurs adresses).

Il y a aussi des groupes plus spécifiques qui combattent un seul aspect du problème comme la publicité sexiste. Ceci dit, tous les altermondialistes détestent la pub. ■



Contactez le RAP:

Par le site: www.antipub.be

Par e-mail: rap@antipub.be

Par téléphone: 0472/62.38.41

Une réunion publique mensuelle se tient les premiers mardis du mois au café "Le Greenwich", rue des Chartreux à 1000 Bruxelles.

Dans notre prochaine rubrique "Alternatives", nous rencontrerons le réseau des Jeunes à Contre Courant qui mène, entre autres, en collaboration avec le RAP, une campagne contre l'invasion publicitaire dans les écoles.

Le nouvel élargissement de l'OTAN n'a pas suscité de grandes remises en question parmi les forces politiques traditionnelles. Et cela ne s'explique pas seulement par la médiocrité du débat politique belge sur les questions internationales. C'est le consensus autour de cette Alliance qui annule toute forme de débat sur son utilité, sa nature et son avenir. Le fade pragmatisme qui imprègne toute la politique de ce pays n'oublie pas que l'OTAN a son siège diplomatique et militaire dans nos contrées, une source de revenus et de "prestige" intéressante somme toute.

La Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie, la Slovaquie et les ex-républiques soviétiques d'Estonie, Lituanie et Lettonie ont donc intégré l'Alliance atlantique. Cette vague d'adhésion de pays de l'Europe de l'est constitue le cinquième élargissement de l'OTAN depuis sa naissance en 1949 et le second depuis l'effondrement du bloc soviétique. Une alliance militaro-politique qui fut, rappelez-le, justement forgée comme un fer de lance pointé vers le

L'élargissement illustre également le nouveau rôle formaté pour l'OTAN depuis le sommet de Washington et l'intervention en ex-Yougoslavie en 1999; celui d'une gendarmerie du Capital et des intérêts géostratégiques états-uniens capable d'intervenir au-delà de sa zone originale. Militairement, l'apport de ces pays à l'Alliance est négligeable. Si la nécessaire conversion de leurs armées aux standards de l'OTAN représente de juteux contrats pour le complexe militaro-industriel US, leur intérêt pour l'impérialisme états-uniens est avant tout politique et géostratégique.

De par leur position géographique, ils peuvent servir de tremplin pour des actions militaires en direction d'autres ex-républiques soviétiques et au cœur de la Russie elle-même. Avec la présence de troupes US en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, "l'encercllement" de cet immense pays est désormais effectif, ce qui suscite inquiétude et humiliation à Moscou. Politiquement, les nouveaux adhérents sont des fidèles de la politique économique et

La Légion étrangère du Capital

"bloc communiste" (alors désigné comme l'Empire du Mal absolu) dont faisaient partie ces pays. En reportant les frontières de l'OTAN aux pieds de la Russie, cet élargissement marque tout d'abord plus que symboliquement la "victoire" par défaut du bloc occidental, autrement dit du capitalisme.

Nous ne regrettons nullement les régimes bureaucratiques staliniens, ni l'opposition bipolaire entre les "grandes puissances" qui avait largement figé pendant des années les rapports de force en sommant tous les mouvements sociaux ou les luttes de libération nationales de se positionner par rapport à l'un ou l'autre camp.

Si leur effondrement a ouvert la voie à la restauration du capitalisme dans ces pays et laissé champ libre à une nouvelle offensive internationale du Capital - la mondialisation néolibérale - et de l'impérialisme, il a aussi permis aux mouvements contestataires de se libérer de toute tutelle et inhibition et de s'inscrire directement à un niveau planétaire.

étrangère de Washington, ils appuient sans réserve sa " guerre préventive contre la terrorisme ". Leur intégration renforce donc non seulement l'hégémonie états-unienne sur l'OTAN mais également par ricochet sur l'Union européenne. Ce n'est donc pas un hasard si cet élargissement survient au moment même où l'UE s'élargit elle aussi à certains de ces pays. Cela affaiblira à la fois la politique étrangère de l'Union et sa politique de défense commune qui ne constituent nullement, soit dit en passant, une quelconque alternative à l'impérialisme arrogant des Etats-Unis.

La prochaine étape pour l'OTAN se dessine dès à présent. Lors de son prochain sommet à Istanbul au mois de juin, l'Alliance présentera une " initiative de coopération " avec le Moyen-Orient, une façon, sans doute, d'ouvrir la porte à une gestion soit-disant multilatérale de cette région après le désastre provoqué par l'intervention et l'occupation de l'Irak. Plus que jamais, nous devons exiger la dissolution de l'OTAN pour ce qu'elle est ; une vulgaire Légion étrangère au service du Capital et de l'impérialisme états-uniens. ■

la gauche

Mensuel édité par le Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRETARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 //Email: lagauche@sap-pos.org //Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Manuel Abramovicz, Olivier Bonfond, Céline Caudron, Rita Cobut, Mireille Court, Stéphane Culot, Jean-Louis Debatty, Chris Den Hond, Freddy De Pauw, David Dessers, Georges Dobbeleer, Mikael Duthu, André Henry, Matthias Lievens, Jules Lula, Ataulfo Riera, Lise Slama, Frank Slegers, Marcel Solbreux, Daniel Tanuro, Patrick Van Pelt, Dominique Warocquiez

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

On trouve chez Marx une conception dialectique et moderne de nos relations avec le monde qui nous entoure. Résumée dans l'expression de " *métabolisme social entre l'homme et la nature* ", cette conception met l'accent sur l'unité humanité/ environnement tout en insistant sur la singularité de notre espèce: Homo sapiens est capable de comprendre les lois naturelles et de les instrumentaliser délibérément. Ce faisant, il change l'environnement, et ces changements influent à leur tour sur le développement humain. Pour Marx, l'histoire naturelle et l'histoire tout court s'entrelacent, co-évoluent. PAR DANIEL TANURO



Le métabolisme social est détraqué

Certains disent que Marx ne s'est pas préoccupé d'environnement parce qu'il n'y avait pas de crise environnementale à son époque. C'est inexact, surtout si on définit les problèmes environnementaux en y incluant les maladies dues à la pollution et à l'alimentation, la pression de l'agriculture sur les écosystèmes, l'épuisement des ressources, etc.

En ce sens, le XIXe siècle a connu au moins deux grands dérèglements du "métabolisme social": la dégradation des conditions sanitaires dans les centres industriels (pollution de l'air, des eaux, absence d'épuration et de gestion des déchets, insalubrité et promiscuité des logements ouvriers,...) d'une part, et, d'autre part, la menace d'épuisement des terres agricoles.

Le premier aspect est bien connu. Le second l'est beaucoup moins. Résumons. L'entassement de millions de gens dans les villes brisa le cycle des nutriments qui était à la base de l'agriculture traditionnelle: les excréments n'étaient plus utilisés comme fumure mais déversés dans les fleuves, puis dans la mer, qu'ils polluaient. En l'absence d'engrais chimiques pour compenser cette perte, les sols s'appauvrirent, à tel point qu'il y eut un véritable pillage impérialiste des réserves de guano des pays non-développés.

Marx était bien documenté non seulement sur le premier mais aussi sur le second de ces aspects. Sa formule fameuse comme quoi le capitalisme "épuise les deux seules sources de toute richesse" - la terre et le travailleur - exprime sa conscience du danger d'épuisement des sols. Son insistance sur la nécessité de surmonter la séparation entre ville et campagne ne découle pas seulement de sa critique philosophique de l'aliénation vis-à-vis de la nature, mais aussi, plus prosaïquement, de sa conviction qu'il fallait rétablir le "métabolisme social" humanité-nature en tant qu'échange de matières (en clair: rendre le fumier à la terre), afin d'éviter ce qu'on appellerait

aujourd'hui une catastrophe écologique.

Le fait que la conservation des sols se heurtait aux relations sociales existant à la campagne, dans le cadre de la propriété foncière, fut une des raisons incitant Marx à décortiquer le mécanisme de la rente. Ce travail l'amena à la conclusion que l'agriculture capitaliste serait fatalement de plus en plus intensive - donc néfaste pour les sols et agronomiquement irrationnelle - parce que tout accroissement du capital investi à l'hectare accroît le surprofit (ou rente) des propriétaires (et ce en dépit de la loi des rendements décroissants, bien connue des agronomes). Marx alla même plus loin: il pointa l'agriculture comme le lieu d'une contradiction insurmontable entre le rythme du capital et ceux de la nature.

Après deux cents ans de capitalisme, le "métabolisme social" est plus détraqué que jamais, à l'échelle mondiale. La crise des fumures a été "résolue" par les engrais chimiques, ce qui signifie en fait que le problème a été déplacé (vers les ressources en nitrates et phosphates, d'une part, vers la pollution des nappes aquifères, d'autre part). D'autres défis sont apparus: les changements climatiques, le recul de la biodiversité, l'empoisonnement de la biosphère par des polluants persistants, l'épuisement des ressources halieutiques (marines), la dissémination des OGM...

Ces défis majeurs ne se résoudront pas en lisant Le Capital, et il serait ridicule de faire passer Marx pour un écologiste avant la lettre. Mais 1° le "métabolisme social" reste la clé pour aborder les crises écologiques d'une façon matérialiste et pour intégrer l'écologie dans un programme de changement de la société ; 2° la théorie de la rente est très précieuse pour saisir les enjeux de la nouvelle vague capitaliste d'appropriation des ressources (le génome, l'eau, l'air) ; et 3° le vieux Karl - qui s'était mis à étudier la chimie, la pédologie et la géologie - donne aussi une leçon de méthode: il faut savoir de quoi on cause... ■

A la fois récit de la lutte acharnée du peuple jamaïcain contre le FMI et outil de compréhension des mécanismes la dette du tiers-monde. *La Jamaïque dans l'étau du FMI*, par Damien Millet et François Mauger, paru chez *L'esprit frappeur*. A lire...

PAR OLIVIER BONFOND

la dette

expliquée aux amateurs de reggae, aux fumeurs de joints et aux autres

Le "paradis" jamaïcain

Troisième île des Caraïbes en superficie, la Jamaïque est à peine plus grande que la Corse. Montagnes, chutes d'eau, barrières de corail et plages de sable blanc font rêver. Mais c'est aussi un pays qui évoque en nous des notions porteuses d'une symbolique forte: Reggae, cannabis, rastas, Bob Marley, solidarité, respect, cool... un vrai petit paradis. Mais la réalité est loin d'être aussi cool pour les habitants de l'île. Les problèmes sociaux et économiques sont énormes. Et les perspectives d'amélioration sont maigres, voire nulles. L'Etat est en effet asphyxié sous le poids d'une dette énorme. La Jamaïque est aujourd'hui dans une impasse...

1972 - La naissance d'un espoir

En février 1972, dix ans après l'acquisition de l'indépendance de l'île, Michael Manley est élu Premier Ministre. Amateur de reggae, tiers-mondiste, son projet politique est résolument de gauche. Et les résultats sont manifestes (en 1985, le taux de mortalité est inférieur à celui des USA). Mais le choc pétrolier de 1973 va paralyser le pays. Le prix du pétrole est multiplié par quatre du jour au lendemain. Il faut dire que "la principale richesse minière du pays est la bauxite (...). Il se trouve que la transformation de la bauxite en alumine, première étape de la préparation de l'aluminium, nécessite beaucoup d'énergie (...). La facture pétrolière explose".

David Contre Goliath

M. Manley a besoin d'argent pour financer ses réformes. Les USA ne supportent pas ses liens avec Cuba. Les créanciers privés n'apprécient guère ses objectifs progressistes qui menacent leurs perspectives de profit. Le FMI (Fonds Monétaire International) est donc la seule solution possible. Mais le Fonds ne prête que sous certaines conditions. Le pays devra entreprendre des réformes néolibérales en

totale contradiction avec le programme de M. Manley, qui entendait privilégier les besoins sociaux. Le combat est lancé. Dans un langage accessible à tous, ce livre nous raconte la lutte entre le FMI et la Jamaïque. Une lutte semée de rebondissements, de pressions extérieures, de campagnes de déstabilisation du pouvoir, d'émeutes, d'arnaques politiques, mais aussi de victoires.

Un outil de compréhension globale

Si la Jamaïque ne sort pas du cercle vicieux de la dette, la détresse que connaît son peuple s'annonce sans issue. Une situation révoltante et intolérable, qui ne peut qu'éveiller en nous un sentiment de solidarité et l'envie de s'engager à ses côtés.

Mais cet ouvrage est bien plus que cela. En mettant en évidence le rôle central qu'a joué la dette dans l'explication du sous-développement du pays, il nous permet d'avoir une vision claire sur la situation critique de la quasi totalité des pays du tiers-monde. L'exemple jamaïcain est riche d'enseignements, car sous bien des aspects, l'histoire de la Jamaïque n'est malheureusement pas un cas particulier.

Primo, le FMI impose depuis plus de trente ans des pressions énormes pour faire "rentrer dans le rang" tous les Etats du tiers-monde. D'autant plus quand ceux-ci ont, comme la Jamaïque, voulu décider par eux-mêmes de leur avenir, en élaborant des modèles de développement autonomes et en harmonie avec leurs visions politiques.

Secundo, les gouvernements et les multinationales du Nord ont réussi, de manière

très subtile, à remplacer une colonisation politique par une colonisation économique. Parce que les pays du Sud sont endettés, le FMI peut leur imposer des politiques économiques conformes aux intérêts des puissances économiques et financières du Nord.

Tertio, la diversité historique, politique et économique des pays en développement doit être prise en compte lorsqu'il

s'agit de créer un modèle de développement viable. C'est une évidence. Le FMI, quant à lui, nie cette diversité. A l'heure actuelle, aux côtés de la Jamaïque, c'est plus de 100 pays et 80% de la population mondiale qui doivent subir les politiques d'ajustement structurel dévastatrices d'un point de vue humain.

Quarto, contrairement au discours officiel qui met l'accent sur la générosité du Nord en

médiatisant l'aide au développement, la Jamaïque rembourse à l'heure actuelle plus que ce qu'elle ne reçoit en aide. La dette est un véritable mécanisme de transfert de richesses du Sud vers le Nord.

Drop the debt !

La Jamaïque, tout comme les autres pays en développement, est dans une impasse. L'annulation de la dette est prioritaire. Mais l'annulation de la dette financière ne suffira pas. Elle n'est qu'une première étape. Il faut proposer des alternatives concrètes. Avec efficacité, simplicité, et pédagogie, "La Jamaïque dans l'étau du FMI" développe toutes ces réflexions et questionnements. Un livre à se procurer... et à lire avec toute l'attention qu'il mérite. Il est en vente au CADTM au prix de 4 euros. ■



Pauvreté, emplois précaires, accroissement des charges domestiques... Nous sommes les premières à ressentir les effets de la violence capitaliste. Mais certaines d'entre-nous s'auto-organisent pour subsister. C'est ainsi que, au Nord comme au Sud, des femmes développent des projets d'économie solidaire qui, en plus de développer des méthodes alternatives pour soulager leur quotidien, s'inscrivent aussi dans une démarche féministe. PAR CÉLINE CAUDRON

L'économie solidaire

Expériences alternatives, démarche émancipatrice

Au sens large, le terme d'économie solidaire désigne l'ensemble des initiatives économiques privées dont l'objectif n'est pas de faire du profit mais plutôt de constituer une plus-value sociale, tournée vers l'intérêt collectif. L'économie solidaire s'exerce dans des domaines variés comme l'alimentation (cantines populaires, groupes d'achat collectifs, ...), la formation (cours d'alphabétisation, formations professionnelles,...), la finance et le crédit (systèmes de tontines, ...),



etc. Ces projets présentent généralement une nouvelle approche du travail, via une gestion démocratique et décentralisée. le respect du rythme et des temps libres de chacun/e et le souci de l'environnement.

Une logique féministe

En se développant dans une logique à plus long terme, avec des visées globales et internationalistes, les projets d'économie solidaire peuvent aussi contribuer à une contestation radicale du système et à un renforcement des résistances. C'est dans cette optique que s'élaborent certains projets d'économie solidaire portés par des femmes et pour les femmes. Si toutes ces expériences ne sont

pas des réussites, celles-ci s'inscrivent dans une véritable démarche émancipatrice, qui s'articule sur le court terme comme sur le long terme, à l'échelle locale comme à l'échelle globale.

Dans l'immédiat, les femmes qui participent à ces projets se donnent les moyens de briser leurs chaînes. Elles retrouvent confiance en leurs capacités par la prise de conscience de leur utilité sociale trop souvent niée dans le cadre exigü de leur foyer. Elles acquièrent ainsi une meilleure image d'elles-mêmes. Et la confiance en soi est primordiale pour oser s'inscrire dans une démarche de résistance aux violences conjugales et sociales. De plus, selon les objectifs des projets d'économie solidaire, ces femmes obtiennent une autonomie financière ou parviennent à sortir de leur isolement quotidien et à retisser un lien social.

A plus long terme, ces femmes réussissent à formuler des revendications et à les porter sur le plan politique parce qu'elles auront appris à s'exprimer, à prendre des décisions et à élaborer leurs opinions à travers la gestion collective de leurs projets. Elles peuvent ainsi exiger des avancées législatives et juridiques, contribuer à des changements de mentalités et défendre leurs droits.

Du local au global

Si des réseaux se sont toujours constitués spontanément à petite ou moyenne échelle entre des projets d'économie solidaire, des contacts de plus en plus denses se développent. C'est, par exemple, le cas du Réseau International Femmes et Économie Solidaire (RIFES), inauguré au FSM de Porto Alegre en 2002 à l'initiative

d'une trentaine de structures originaires de cinq pays (Brésil, France, Québec, Sénégal et Yougoslavie). En visant à établir une cartographie internationale des alternatives économiques portées par les femmes, RIFES vise à développer et pérenniser les activités des structures d'économie solidaire par la mise en commun des expériences. Parallèlement, RIFES informe et mobilise des acteurs/trices locaux/les ainsi que l'opinion publique internationale sur les dysfonctionnements de notre société, les inégalités économiques, les conséquences de la mondialisation sur les femmes ainsi que leurs résistances, leurs initiatives et les solutions conjointes possibles face aux freins et aux obstacles rencontrés.

Pas qu'un truc de bonnes femmes

Avec la globalisation des résistances, les mouvements féministes retrouvent une nouvelle vigueur. Mais leurs revendications restent relativement marginalisées au sein des mouvements sociaux. Comme s'il ne s'agissait que d'un combat corporatiste, destiné à améliorer la condition des femmes et point final. Pourtant, en y regardant de plus près, les expériences féministes peuvent contribuer à élaborer de véritables projets de société alternatifs, bénéfiques pour toutes et tous. C'est bien dans une telle dynamique que s'inscrivent les projets d'économie solidaire, autogérés et indépendants, mis en oeuvre par des femmes et pour les femmes. De quoi s'inspirer... ■

C'est clair et net sur:

www.penelopes.org (avec des infos sur RIFES)

A lire: I. GUERIN, *Femmes et économie solidaire*, Paris, 2003

(La Découverte/MAUSS/SED).

Depuis trois ans, quelques femmes du Collectif Femmes sans Frontières de Roubaix, Mouscron, Tournai se sont mises à faire du théâtre. Beaucoup de discussions, d'improvisations, de répétitions. Trois créations en trois ans, une dizaine de représentations.

PAR RITA COBUT

du théâtre pour la lutte des femmes

Premier spectacle: "Martine fait le ménage"

Six saynètes de vie pour montrer comment l'oppression des femmes se transmet de mère en fille. Spectacle de Théâtre Forum, il amène la discussion et propose des changements. Des femmes et des hommes viennent sur la scène et rejouent la situation différemment. Non, la spectatrice devenue actrice n'acceptera pas de prendre un mi-temps pour faire encore plus de ménage chez elle...

Avec "pub", nous avons opté pour un spectacle flash en forme de pub, chorégraphie légère sur une musique Feng Shuy. On assiste au réveil d'une femme le visage pommadé d'un masque régénérant, petit déjeuner minceur, crème liposuçeuse sur le ventre, les cuisses, les fesses. La voilà prête pour courir au supermarché profiter de la dernière promotion: trois boudins pour le prix de deux!

"Drame d'Amour", c'est plus dur et tout aussi court. Genre roman - photo sur une musique de cinéma muet, ça commence par l'amour fou "Tu es tout pour moi" et ça se termine par la folie meurtrière.

Les Dames Blanches à Paris

Un groupe d'aides familiales de la région de Tournai monte un spectacle à partir de situations de travail vécues. Les Dames Blanches brosent des portraits de femmes et d'hommes qui font appel à leur service. Tranches de vie quotidienne, tartinées d'histoires d'amour et d'enfants... Elles ont tellement de choses à dire. Solitude, maladie, vieillesse, les aides familiales soignent tous les maux tout en épluchant les patates. Elles balaient les misères du monde mais, pour elles aussi, la fin du mois commence le 15. Et le gamin veut des mousses Jacky comme à la télé, pas des mousses Aldi comme dans le frigo.

Parler de sa vie, de la société, en faire un spectacle et le jouer, ça change beaucoup de choses. En deux ans de travail, les transformations sautent aux yeux. Une actrice a perdu trente kilos, une autre a décidé de vivre séparément de son mari tout en gardant une bonne relation avec lui, une autre a quitté un mari violent. Toutes ont pris de l'assurance et découvert un monde nouveau. En novembre, les dames blanches sont montées à Paris pour présenter quelques scènes dans une rencontre du Forum Social Européen. Le 6 mars, elles jouaient pour la journée de la Femme à Mouscron.

Pourquoi des ateliers de théâtre femmes ?

Dans un atelier mixte, en général, les hommes se lancent plus facilement dans l'improvisation. Ils montrent moins de peur du jugement des autres, plus de confiance en eux et parviennent plus facilement à faire rire leur public.

Souvent, les filles ont peur de s'enlaidir. L'image de la femme belle, douce et gentille, que la pub impose nous colle à la peau. Dans un atelier théâtre de femmes, on en arrive plus rapidement à oublier le paraître pour être tout court, en-dehors des rôles mère-fille-épouse-amante.

Comme si l'absence du regard des hommes permettait de baisser les armes, d'enlever le masque, de laisser passer des émotions vraies.

Pour beaucoup de femmes, l'atelier est le début d'un processus de transformation, comme si le fait d'être actrice sur une scène les poussait à devenir actrice de leur propre vie. ■



En pratique

Si vous avez envie de créer votre groupe de théâtre de femmes ou d'inventer un spectacle, vous pouvez demander l'aide d'animatrices.

Centre du Théâtre-Action

19, Place de la Hestre

7170 La Hestre

Tél: 064/26.48.54

Fax: 064/26.48.54

Théâtreaction@skynet.be

À voir

Les Dames Blanches joueront "Balai de femmes" au Foyer socio-culturel d'Antoing le 8 mai à 20H.

En première partie, vous pourrez voir "pub" et "Drame d'Amour" par le Collectif des Femmes sans Frontière.

Les spectacles "Martine fait le ménage", "pub", "Drame d'Amour", "Balai de Femmes" peuvent être joués à la demande pour une animation, une fête, une réunion...

Pour plus d'info : croquemitaine@skypro.be

Tél. 069/55.60.60

C'est en clair et net

Centre du Théâtre-action: www.theatre-action.be

Le POS ne dépose pas de liste pour les élections du 13 juin. Cela ne veut pas dire que nous nous croisons les bras, que du contraire. Nous continuons à apporter notre contribution à la construction de mouvements sociaux qui combattent le néolibéralisme et toutes ses conséquences. Le POS veut renforcer la gauche syndicale, le syndicalisme de combat et l'aile belge du mouvement altermondialiste. Avec ce mensuel, le POS continue à promouvoir un marxisme révolutionnaire ouvert et non dogmatique. Nous maintenons notre volonté de construire une alternative anticapitaliste unitaire et crédible.

PAR DAVID DESSERS ET ATAULFO RIERA

Les élections du 13 juin et l'alternative à gauche En attendant Godot ?

Nous pensons qu'une telle alternative serait un grand pas en avant pour les mouvements sociaux et l'anticapitalisme en général.

Dans plusieurs pays européens, nous pouvons constater que des organisations anticapitalistes sont devenues un facteur important de l'échiquier politique après avoir réussi une percée électorale qui a augmenté leur influence dans la société, auprès des travailleurs et des jeunes, et qui permet de mieux peser sur l'évolution des syndicats et des mouvements

centre de tout. Une telle société est aussi pour nous une condition essentielle pour assurer un développement harmonieux avec la nature.

Mais nous savons que le socialisme en tant qu'alternative politique a perdu de sa crédibilité du fait des désastreuses expériences stalinienne et social-démocrates. Nous nous trouvons aujourd'hui au début de la (re)construction d'un contre-pouvoir socialiste, dans le sens le plus large du terme (mouvements sociaux, coopératives, expériences et pratiques alternatives); d'où la nécessité de refonder également l'alternative socialiste en termes politiques.

A l'occasion des prochaines élections du 13 juin, en l'absence de toute perspective unitaire, nous ne pouvons que répéter notre appel à construire une telle alternative politique, à la gauche des Verts et de la social-démocratie et rassemblant la gauche syndicale, les militants des mouvements sociaux, les organisations anticapitalistes et au-delà.

Le Bloc de Gauche au Portugal (pour ne prendre qu'un seul des nombreux exemples européens) nous montre qu'une telle voie est possible. L'UDP (ex-maoïste), le PSR (organisation-sœur du POS) et Politique 21 (une scission du parti communiste portugais) ont créé ensemble une organisation politique de milliers d'adhérents parmi lesquels se retrouve une majorité de militant/es non membres d'un des trois groupes initiaux, ce qui est aussi le cas au sein des instances de direction. Le Bloc a une grande influence sur certains secteurs syndicaux et mouvements sociaux. A partir d'une politique non-

sectaire, les trois groupes initiaux ont dépassé la somme de leurs organisations et sont sortis de la marginalité en devenant un parti doté d'une représentation parlementaire nationale et de nombreux élus locaux.

Une telle voie implique une réelle volonté politique de la part de tous les partenaires. Ce n'est pas le cas, aujourd'hui, chez nous, et c'est l'une des raisons (mais non la seule) du blocage. Nous ne voulons pas tirer à boulets rouges sur les organisations de la gauche radicale qui ont décidé de déposer des listes pour les prochaines élections. Mais nous pensons toutefois que ces listes dispersées n'amélioreront pas la situation de la gauche en général et ne répondent pas à l'enjeu du moment.

Le PTB avait, depuis quelques années, fait quelques petits pas timides et contradictoires vers une politique d'ouverture (la participation à la liste *Debout* de D'Orazio, les propositions autour des élections municipales à Anvers, puis *Resist* avec l'AEL, ou *Maria* à Bruxelles). Mais le caractère contradictoire (maintien du stalinisme) et peu conséquent de cette orientation explique les échecs électoraux. Cette orientation était menée sous la houlette de la secrétaire générale Nadine Rossa-Rosso, qui a été "évacuée" de ses fonctions de manière peu reluisante en février dernier. Tout indique que ce parti opère un retour complet à sectarisme sans faille anachronique, ce qui ne va pas sans susciter des remous internes. Une partie de la base est déboussolée. Une autre partie pousse au contraire des cris de joie devant cette "rectification".



sociaux. Une percée électorale des anticapitalistes représente un pas en avant dans la lutte pour le socialisme. Notre absence de ces élections-ci ne signifie nullement un abandon d'une telle perspective.

Le POS se prononce toujours pour une autre société, radicalement différente, pour une autre démocratie. Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production seront socialisés et la production démocratiquement planifiée. Une société avec de nouvelles institutions démocratiques dans lesquelles la satisfaction des besoins sociaux sera au

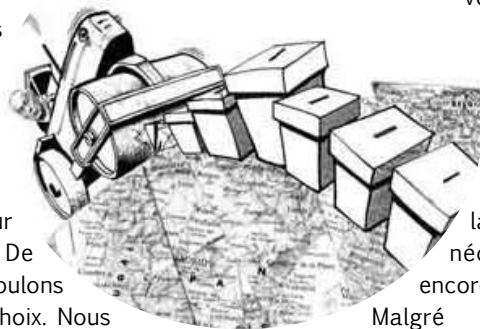
En Belgique francophone, le POS a participé aux cadres de coopération mis en place à Bruxelles (RDS-PC) et à Liège (PC-RDS) avec le Parti Communiste et le MAS (Mouvement pour une alternative socialiste) pour les dernières élections. Bien que nous sommes toujours partisans de tels espaces unitaires en soi, il faut admettre que les résultats ont été décevants et la dynamique n'a pas dépassé les organisations citées, ce qui démontre que, à froid, dans un contexte social peu combatif, la simple addition de forces de la gauche radicale n'est pas à elle seule capable de modifier la donne.

Pour les prochaines élections, le PC ne déposera pas de liste non plus. Le MAS a décidé quant à lui de présenter, seul, une liste pour les européennes. De nouveau, nous ne voulons pas critiquer un tel choix. Nous ne pouvons que regretter que la leçon donnée par les nombreux exemples européens ne soit pas tirée.

Côté flamand, plusieurs alliés politiques de LEF (Forum pour une Gauche Ecologiste, un cadre unitaire qui rassemble des militants du PC flamand, de Leef-Herzele, du POS et des activistes divers) ont fait le choix de se présenter sur la liste de Groen. C'est le cas notamment de nos amis de LEEF-Herzele. Le POS ne suit pas leur exemple. La crise des Verts et leur quasi-disparition en Flandre ne nous font pas oublier qu'ils ont participé à un gouvernement " arc-en-ciel " dans lequel ils n'ont aucunement démontré leur volonté de stopper le train néolibéral. Ils ont même échoué dans des dossiers typiquement écologiques. Et, de plus, depuis la sanction électorale du 18 mai 2003, ils n'ont tiré aucun bilan critique de leur participation ni entamé un changement de cap qui pourrait justifier un tel soutien.

Certains évoquent le fait que Groen, en Flandre, risque de disparaître du parlement sans qu'il existe de meilleure alternative. Notre réponse

est qu'une organisation politique écologiste qui ne sait - et ne veut - pas "faire la différence" avec la social-démocratie est superflue. S'ils disparaissent en Flandre, le SP.A aura pour un certain temps le monopole de la "gauche" parlementaire. Soit. Cela mènera à de nouvelles discussions sur la construction d'une alternative anticapitaliste rouge et verte, entre autres avec des gens qui sont aujourd'hui actifs dans Groen. Pour nous, ce n'est pas un scénario catastrophe.



Mais les critiques sur les partis verts valent tout autant pour la social-démocratie. Sa responsabilité dans la politique néolibérale est encore plus lourde.

Malgré sa critique actuelle sur certains aspects de l'Union Européenne, la social-démocratie est un des piliers de cette Europe néolibérale. Nous ne soutenons pas les listes social-démocrates et n'appelons pas à voter pour elles.

Il n'y a donc pas, actuellement, de raccourci ni de voie royale pour construire une alternative anticapitaliste unitaire et crédible. D'autres facteurs jouent encore, bien entendu. Nous constatons que la nouvelle vague de radicalisation née depuis Seattle ne prend pas de les mêmes formes ni les mêmes rythmes en Belgique que dans d'autres pays européens. Peu de composantes du mouvement alter-globaliste belge parviennent à la conclusion qu'il est nécessaire de construire une nouvelle force politique. Une partie d'entre-elles gravitent d'ailleurs autour de la social-démocratie, surtout en la Wallonie. Une autre partie du mouvement accourt à la rescousse des Verts. Avec la discussion au sujet de la constitution européenne, il apparaît pourtant clairement qu'une telle méthode est pour le moins contradictoire. Il suffit

de constater, par exemple, que la position d'Attac au sujet du projet de constitution européenne n'est défendue par aucun parti traditionnel.

Pour le 13 juin, le POS appelle à voter contre la droite et l'extrême-droite. Nous appelons à voter pour des candidat/es qui peuvent être, au sein des institutions, des relais des mouvements sociaux, de la gauche syndicale, du mouvement des femmes. Des candidat/es qui se prononcent pour le maintien et l'extension des services publics et contre les libéralisations et les privatisations; pour une réduction du temps de travail et contre la prolongation de l'âge de la retraite; pour une meilleure protection des travailleurs licenciés et contre la chasse aux chômeurs; pour un autre Europe et contre la Constitution européenne; contre le développement d'une armée européenne et la nouvelle la course aux armements; contre la guerre et l'occupation en Irak et en Palestine. Bref, des candidat/es qui veulent activement combattre la politique néolibérale et mener une opposition politique contre les mesures anti-sociales.

C'est aujourd'hui l'unique consigne de vote conséquente que le POS peut donner. Même si, dans la pratique, cela risque d'être difficile à trouver... Une chose est sûre en tous les cas, de tel/les candidat/es ne se trouvent pas sur des listes de droite. ■

Points de vue du POS:

- Bas les pattes des pensions et de la Sécurité
- Pour une harmonisation vers le haut des règles sociales en Europe
- Stop à la guerre et à l'occupation en Irak. Contre la prétendue "guerre au terrorisme", défense des libertés démocratiques
- Pas d'attaques contre les chômeurs. Pour une réduction généralisée du temps de travail avec embauches
- Pour des services publics de qualité et démocratiques
- Contre toute exclusion sociale
- Pour un plan de protection de l'environnement financé par les entreprises.
- Pour une taxe Tobin internationale. Pour un impôt sur les grosses fortunes en Belgique

S'il est acquis pour tous que le système scolaire a subi de profondes modifications structurelles depuis sa prise en charge par l'Etat, l'école d'aujourd'hui apparaît comme un dinosaure aux structures obsolètes face aux évolutions d'un monde en perpétuelle recherche de progrès. Sur le fond, l'école n'arrive pas à réduire les inégalités d'accès à l'enseignement et de réussite ou les masque via des filières de relégation. Sur la forme, de multiples oppositions, voire contradictions, apparaissent entre les différents acteurs du système (politiques, parents, enseignants,... élèves) et l'Etat semble ne pouvoir les combler.

PAR STÉPHANE CULOT, ENSEIGNANT

L'ÉCOLE au service du MARCHÉ

Cinq ans après la dernière réforme de l'enseignement secondaire, nous entendons toujours que l'école est "en crise". Ne faut-il pas en rechercher les causes dans les structures globales d'un monde dévoué au néo-libéralisme ? Ce modèle de société a-t-il les réels moyens et ambitions de réduire les inégalités scolaires ?

L'heure des compétences

En 1999 apparaissait la dernière réforme structurelle de l'enseignement secondaire, construite autour des "compétences" qui ont notamment pour ambition de réduire l'échec scolaire et d'équilibrer les différences de niveau entre les élèves, quel que soit le réseau de formation.

Nous pourrions définir une "compétence" comme un ensemble de "savoirs" et de "savoirs-faire" destinés à accomplir une "tâche". Si les savoirs et savoirs-faire continuent à être évalués de manière "formative", seules les compétences finales demeurent évaluables de manière "certificative".

Derrière ces intentions louables d'égalité et d'efficacité, dont personne ne discutera la finalité absolue - mais dont nous ne pouvons aujourd'hui mesurer les répercussions - se cachent cependant plusieurs effets pervers.

Maintient de l'ordre dominant

En instaurant l'école des compétences, nos élus sociaux-démocrates de l'époque ont renoncé délibérément à tout changement social égalitaire significatif. Ils ont choisi de conformer nos élèves à une logique marchande, de les inscrire dans un

système où seuls les élèves "compétents" pourront trouver une place dans la société. Or, le rôle de l'école n'est-il pas de former le citoyen au delà du travailleur et l'Homme au delà du citoyen ? Les grilles horaires s'adaptent au système mis en place. Seules les branches pouvant servir la cause du marché trouvent une place de choix.

Ainsi, comme les études de Bourdieu l'ont maintes fois révélé, se maintient l'ordre social dominant et ses valeurs. Et pour cause: les élèves avec un capital culturel et social élevé disposent de tous les éléments pour être d'emblée compétents. A travail égal, les autres éprouveront plus de difficultés pour acquérir les compétences, la maîtrise de la langue française étant la première barrière. Car, par exemple, comment être compétent dans la critique d'un texte d'histoire si l'on s'exprime mal à son sujet ?

De même, de la part du professeur, il ne s'agit pas de clamer son adhésion à un système égalitaire, encore faut-il le mettre concrètement en place. Car, entre le discours tenu à ses élèves et l'attitude du professeur, les élèves intégreront davantage cette dernière. La mise en place de processus démocratiques au sein des cours et de l'école est indispensable à sa volonté de changer les choses.

Pour un changement structurel global du système

Dans un système où tout est sujet à marchandisation, c'est-à-dire vecteur

de profit, l'école n'échappe en rien à la règle. Elle est sujette, tant sur le fond que sur la forme, au dérives quantifiables du néo-libéralisme dont, en premier lieu, l'accroissement des inégalités. Car, dans un système qui privilégie l'acquisition des compétences, nous pouvons nous attendre à un accroissement des inégalités et à une ségrégation accrue entre les différents établissements scolaires.

Modifier les structures localement ne changera rien tant que l'on aura pas pris le pli de réfléchir aux enjeux globaux de nos sociétés d'aujourd'hui. Il est indispensable, pour tout un chacun qui croit au changement scolaire possible, d'agir sur les structures globales du monde d'aujourd'hui. Comment est-il possible de résoudre les inégalités scolaires en plaçant l'école sous le giron d'un Etat aux politiques libérales, lui même producteur d'inégalités ?

Si l'on veut que nos élèves agissent vraiment en citoyens responsables, il est impératif de dispenser des cours qui leur permettent de comprendre les processus économiques et sociaux qui façonnent le monde contemporain. Il est impératif de proposer des espaces d'échange et de débat pour penser politiquement, sous peine que le politique pense pour nous sans que nous possédions les clés nécessaires à sa compréhension. Il est impératif d'agir démocratiquement au sein des écoles afin de montrer que le changement par l'action est possible. Mais est-ce vraiment la volonté de nos politiques ? ■



Le 13 juin prochain, assisterons-nous à un nouveau "dimanche noir", avec de nouveaux succès électoraux pour les partis d'extrême droite se présentant aux suffrages ? Depuis le premier "dimanche noir", lors des élections législatives du 24 novembre 1991, le Vlaams Blok n'a pas cessé d'augmenter ses scores électoraux, d'élections en élections. Pour sa part, le Front National reste groupusculaire, mais son effet de nuisance perdue. PAR MANUEL ABRAMOWICZ, COORDINATEUR DE LA RÉDACTION DE LA REVUE ANTIFASCISTE *RÉSISTANCES*

TION DE LA REVUE ANTIFASCISTE *RÉSISTANCES*

Au programme du 13 juin Un nouveau "dimanche noir"

En plus de dix ans de temps (des élections législatives de 1991 à celles de 2003), le Vlaams Blok (VB), un parti fondé, en 1978, par des néonazis, prônant l'apartheid et un programme antisocial musclé, a augmenté son "cheptel électoral" de plus de 360.000 voix (en passant de 405.247 à 767.605 voix). La progression du VB est fulgurante. Résultat: ce "Blok" est désormais solidement incrusté dans le paysage politique. Il est partout présent: dans les conseils communaux, dans les directions des Centres Publics d'Action Sociale, dans les conseils provinciaux, aux parlements régionaux flamand, bruxellois et fédéral, mais aussi dans des conseils d'administration d'universités et quasi tous les soirs invités à passer à la télévision. Si le "cordon sanitaire" existe toujours (pour combien de temps encore, d'ailleurs?), dans la vie de tous les jours des Flamands, le VB intervient systématiquement maintenant, d'une façon ou d'une autre.

Du côté de l'extrême droite francophone, une analyse plus nuancée est de rigueur. En Wallonie et dans la Région de Bruxelles-capitale, les "clones belges" du Front national français sont singularisés par leur médiocrité légendaire. Et heureusement! Ils sont groupusculaires, folkloriques et traversés par des zizanies internes multiformes. Le FN belge de Daniel Féret continue à surfer sur la "vague française" qui, outre-Québécois, fait de Jean-Marie Le Pen une valeur sûre au niveau électoral. Le FN de chez nous, lui, ne représente rien de bien réel dans la vie politique. En près de vingt années

d'existence, ce représentant du courant national-populiste lepénisé est resté à l'état maigrichon de ses premiers pas. Ni structure organisationnelle, ni cadre militant, le "FN à la Belge" se résume à une simple plaque tournante des dégoûtés (ou plutôt des dégoûtants) de la politique. Les transfuges ont été aussi nombreux en sa direction. Venant de sa droite, surtout.

Si, au début, les électeurs votant pour le FN provenaient en grande masse de l'électorat traditionnel PS, ceux qui passeront le rubicon pour le rejoindre, par opportunisme et/ou convergences idéologiques (s'arc-boutant sur une commune xénophobie malade, entre autres), proviennent, quant à eux, en majorité de la droite conservatrice et antisociale (tendance thatchérienne). Ce fut le cas d'anciennes gloires locales du PSC (Noël de Burlin,...), d'ex-membres ou de proches de la direction du PRL (de Fay, Bastien, Nols,...), de responsables de la formation poujadiste UDRT (Lemmens,...) et de la droite intégriste chrétienne rétrograde et bourgeoise (l'ex-magistrat Wailliez, Escada,...).

Extrême droite libérale et anti-sociale

La valse des transfuges se poursuivra bien ensuite. A chaque fois d'ailleurs que le FN sera désigné comme possible gagnant dans des sondages pré-électoraux. Il y a quelques semaines, Charles Petitjean, membre de la direction wallonne du PRL jusqu'à récemment, s'est affilié à l'enseigne du parti néofasciste et raciste de Daniel Féret. Cet ex-

condisciple de Daniel Ducarme devrait maintenant mener la liste frontiste dans le Hainaut aux élections régionales. Cette valse des opportunistes aura également lieu dans le Nord du pays, avec l'arrivée toute neuve de dissidents du parti libéral VLD, regroupés pour un temps au sein du Liberaal Appel. Aujourd'hui, ces libéraux flamands reconvertis dans l'extrême droite belge sont actifs dans un dénommé Fervent nationaal (FN), présenté comme la branche flamande officielle du "FN fétériste". Et possible concurrent électoral pour le VB.

Cette sur-représentation d'éléments de la droite pure et dure, au cœur même du dispositif électoral du FN, et la nature de son programme économique montrent bel est bien que ce front n'est ni "populaire" ni "social", comme il l'affirme pourtant. A l'instar du Vlaams Blok, le Front national est clairement anti-social. Seuls les labels "VB" et "FN" sont populaires, pour l'heure, auprès d'un certain électoral. Qui sait, après une possible faillite du national-populisme, en vogue à notre époque, un jour ou l'autre, cet électoral (avec d'autres) pourrait se retourner vers des alternatives toutes différentes. Cette fois-ci, démocratiques, progressistes, sociales et populaires. A chacun son heure, qui sait. ■

C'est en clair et net

Pour plus d'informations contre l'extrême droite, le site de la revue *RésistanceS* est incontournable. Vous y trouverez toutes les données utiles pour mieux connaître et mieux combattre le FN, le VB,... et leurs idées exprimées sous d'autres labels : www.resistances.be

Recherche documents sur l'extrême gauche

En vue d'une étude que je réalise pour l'UCL, je recherche toute documentation (tracts, affiches, journaux...) des organisations et publications d'extrême gauche actives des années 60 à nos jours. Si vous avez de tels documents, SVP, pourriez-vous me contacter au plus vite ? D'avance un très grand merci. maz_medias@hotmail.com - Tél : 0476-99.45.48

Interdiction du port du foulard

Quel point de vue de gauche?

La France a interdit le port du foulard à l'école. En Belgique, certaines personnalités politiques se prononcent pour une mesure similaire. Une escalade dans le débat politique a été évitée de justesse en transférant le dossier à une commission pluraliste mais qui compte bien peu de femmes. A gauche aussi, le débat fait des remous quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de cette question. Nous présentons ici, comme contribution au débat, quelques éléments pour la réflexion. Freddy De Pauw, ex-journaliste à "De Standaard" et Matthias Lievens, rédacteur à La Gauche, sont tous deux membres du POS. Ils s'expriment ici en leur nom.

Matthias Lievens: Pour intervenir politiquement, il faut tenir compte de la réalité sociale et des tendances qui s'y manifestent. C'est pourquoi le point de départ de la discussion sur le foulard est le constat qu'une forme embryonnaire mais réelle d'auto-organisation apparaît, avec des femmes qui luttent pour le droit de porter le foulard. En témoignent différentes manifestations et actions, organisées par des musulmanes (dont beaucoup ne portent pas le foulard), en réponse aux provocations de Dewael.

C'est là une réaction à une situation concrète, et cela doit être analysé comme tel. Le but du débat est de tenter d'articuler cette résistance autour d'une revendication précise, au sein d'une perspective plus large pour "un autre monde". D'abord parce que les minorités culturelles - et c'est d'ailleurs dommage - peuvent difficilement compter sur leurs propres forces pour gagner, sans que cela ne provoque une spirale de polarisation dont seule l'extrême-droite profite, avec pour conséquence encore plus d'exclusion et de stigmatisation. Ensuite pour ancrer ce conflit dans un champ de lutte plus large contre les gouvernements de droite néolibéraux. C'est pourquoi il est crucial, même si c'est difficile, de gagner la confiance des intellectuels issus des minorités culturelles.

Pour cela, il faut passer par le concept des droits culturels. Ces droits de la "troisième génération" (après les droits politiques et sociaux) ne donnent pas carte blanche à des groupes pour imposer une confor-

mité, mais laissent aux individus le libre choix d'être "autres". C'est une reconnaissance de la diversité culturelle, qui ne la réduit pas à une question de hiérarchie sociale. Par exemple au Canada, les Sikhs ont le droit de porter le turban, y compris dans la fonction publique (même les agents de police)! Mais c'est autre chose dès que les filles musulmanes veulent porter le voile à l'école!... La comparaison n'est pas tout à fait correcte, dans la mesure où il y a un réel problème de patriarcat et de conformité religieuse. Mais elle tient la route parce que ce sont les femmes elles-mêmes qui sont à l'initiative de la lutte.

L'idée qu'elles auraient une "fausse conscience" ne peut mener qu'à l'impuissance ou au substitutionisme. On ne peut résoudre ces questions par décrets. Ce n'est que dans le cadre des droits et libertés que les questions religieuses et culturelles peuvent devenir politiques. Le foulard a en effet un caractère politique. Il est devenu bien plus qu'un symbole religieux, et c'est précisément pour cela que nous en discutons.

Le foulard est devenu le signifiant qui condense tout un conflit politique et social. Et dont la signification est elle-même en mouvement: ce que signifie le port du foulard, c'est ce qui est construit par le discours qui lui-même apparaît dans une totalité sociale en mouvement. Dans ce débat, le rôle de la parole est particulièrement sensible, plus que pour d'autres questions. D'où la facilité à se faire traiter de "raciste". C'est un symptôme du caractère politique de la définition de ce que signifie le port

"C'est à travers la lutte organisée des victimes du racisme que l'on peut avoir une vision de l'oppression culturelle"

du foulard: qui a le pouvoir de donner la signification? Le discours de Dewael, celui des intégristes et des machos, celui de certaines franges de la gauche et celui des musulmanes elles-mêmes: tous ces discours sont différents. Le choix politique des mots et des catégories du débat trahit toutes sortes d'angoisses et de fantasmes. La situation géopolitique et culturelle ne simplifie pas les choses.

C'est à travers la lutte organisée des victimes du racisme que l'on peut avoir une vision de l'oppression culturelle, de même que c'est la pratique de la lutte des classes qui donne une véritable compréhension de la domination de classe. Ce point fondamental de la théorie marxiste sur la connaissance de la société doit être garanti par une éthique démocratique de la parole et de l'écoute, qui fait souvent défaut: la parole aux musulmanes elles-mêmes! Qu'est-ce que cela signifie pour elles de porter le foulard et de lutter contre leur exclusion? Seule leur autonomie leur permet de lutter sur différents fronts: contre le racisme et le patriarcat. L'interdiction du foulard ou les formes plus subtiles de stigmatisation mènent à un recul sur ces deux terrains.

C'est de ce processus de construction du sens que dépend le rôle joué par le foulard dans des situations sociales concrètes. Evidemment, il y a une différence entre le rôle politique de la religion chez les néo-conservateurs états-uniens ou chez les Ayatollahs iraniens, et la signification de résistance du port du foulard

“Il est dommage que la question du foulard focalise un débat concernant les symboles religieux ”

parmi les minorités culturelles. Les bolcheviks n'ignoraient pas ce genre de réalisme politique lorsqu'ils défendaient, en 1917, les droits des minorités religieuses comme les "Vieux Croyants" russes. De même Gramsci, lorsqu'il fulminait contre l'anticléricalisme abstrait qui réduisait la gauche à l'impuissance politique. Le socialisme qui peut tenir compte de la différence est capable de combiner ce réalisme politique et un point de vue moralement supérieur au libéralisme des deux poids deux mesures d'un Dewael. ■

Freddy De Pauw: Steve Stevaert note qu'à sa connaissance aucun meurtre n'a encore été commis avec un foulard. C'est avec cet "argument" stupéfiant que le patron du SP.a a écarté le débat sur le port du foulard à l'école. "Un faux problème", dit-on au SP.a, "concentrons-nous surtout sur l'enseignement et l'emploi". Auxquel ils ne pensaient pas précédemment.

Le débat sur le foulard cristallise une discussion plus large sur l'intégration et la discrimination. Pourtant, il est présenté le plus souvent comme une question de symboles religieux dans la vie publique. En France, la discussion a porté théoriquement non seulement sur les symboles religieux, mais aussi sur les symboles politiques voyants; mais il est clair de toute manière que l'enjeu de la discussion est le foulard islamique. De nombreux politiciens progressistes disent ne pas comprendre pourquoi des gens se mobilisent contre ce foulard - "en quoi un code vestimentaire pourrait-il nous importer?" se demandait un

dirigeant de Spirit. Pourquoi d'autres progressistes se préoccupent-ils alors de ce foulard? Pas parce qu'il serait un symbole religieux, mais bien parce qu'ils y voient un instrument de la discrimination des femmes dans des cultures qui sont très patriarcales et discriminatoires pour elles - et, en ce sens, le foulard est très différent du turban porté par les hommes Sikhs.

Qu'en est-il d'ailleurs de la grande majorité des filles musulmanes qui ne portent pas le foulard? Sont-elles de mauvaises musulmanes? Ou sont-elles en train de perdre leur identité? Car un des arguments des "pro" est que les filles et les femmes portant le foulard veulent conforter leur identité. Quid alors d'un mouvement d'émancipation comme "Ni putes ni soumises", en France, qui regroupe surtout des filles et des femmes des banlieues contre la violence (essentiellement masculine) dont elles sont les victimes, notamment parce qu'elles ne veulent pas se soumettre à l'obligation de porter le foulard?

Il leur est reproché d'être des exemples typiques de femmes assimilées, une condamnation particulièrement simpliste. C'est très malhonnête par rapport à ces filles et ces femmes qui ont le courage de résister à la pression visant à ce qu'elles soient "respectables" et n'apparaissent donc en rue, à l'école, au travail que voilées, montrant ainsi qu'elles ne sont pas disponibles pour d'autres hommes ou garçons que celui que leur choisira le chef de famille, qui décide ainsi de leur sexualité. Cette oppression au nom du principe qu'une fille doit être vierge le jour de son mariage domine la position d'une femme musulmane non mariée. Cette oppression est également néfaste pour les hommes qui n'ont pas l'occasion de construire une vie amoureuse normale.

Et ce n'est pas, argument suprême, parce que certaines femmes ou filles disent porter le voile volontairement, que l'on doit l'accepter. Il y a, hélas, d'autres victimes d'oppression et de

discrimination qui se soumettent volontairement. Que penser des interventions d'imams dans notre pays qui, lors du décès d'un père, divisent l'héritage selon les prescriptions de la sharia, de sorte que la sœur reçoit seulement la moitié de ce qui va au frère - avec l'accord de la fille qui veut "rester fidèle à la tradition"?

Le foulard est-il aussi un instrument des fondamentalistes musulmans qui veulent mener une épreuve de force sur ce thème? L'écrivain français Tahar Ben Jelloun, qui connaît bien le Maghreb, craint que oui, et met en garde contre des concessions qui mènent à une régression. Il réfère à l'Algérie, où les gouvernants ont rejoint les islamistes en imposant au pays un code de la famille particulièrement absurde et rétrograde.

Il est dommage que la question du foulard focalise un débat concernant les symboles religieux et pas un débat concernant les discriminations. C'est ainsi que la Commission Stasi, en France, qui a recommandé d'interdire le foulard à l'école, avait pourtant approfondi d'autres facettes. Elle avait souligné entre autres la nécessité de s'en prendre enfin à la déglungue des cités, mais cela figurait déjà dans des rapports il y a vingt ans. Elle renvoyait aussi au racisme anti-arabe, auquel l'affirmation de l'identité arabe, surtout via la religion, est une réaction. Mais ce même rapport consacrait plus d'attention à l'antisémitisme qu'au racisme anti-arabe, pourtant bien plus fréquent...

De la sorte, la discussion sur le foulard est une chance ratée. Elle aurait pu porter sur la discrimination sur base du sexe (y compris dans notre propre culture et dans d'autres religions que l'islam), sur le racisme et la xénophobie, sur la rénovation urbaine. Au lieu de cela, nous avons aujourd'hui un débat (faux, effectivement) sur les symboles religieux, ce qui ne peut qu'attiser les frustrations et les contradictions et approfondir la division entre les "damnés de la terre". ■

Ostende, 20 mars dernier. De petits acquis, de grandes déceptions, mais faut-il s'en étonner dès lors que le principe du contrôle des chômeurs était acquis et que le conclave devait être soigneusement balisé pour ne pas provoquer de grosses vagues budgétaires? Thierry Bodson, secrétaire de la régionale FGTB Liège-Huy-Waremme qui siège également au bureau de l'Interrégionale wallonne ainsi qu'au bureau fédéral, nous livre son sentiment, en se projetant vers un avenir pour le moins difficile. PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-LOUIS DEBATTY

Entretien avec Thierry Bodson - FGTB Liège-Huy-Waremme

“Nous ne sommes pas satisfaits”

Que penser des décisions du conclave d'Ostende, qui se voulait centré sur le social?

Thierry Bodson: Il y a des avancées intéressantes en matière de combinaison famille-travail : congés de paternité, congés pour soins, congés pour adoption, protection de la maternité pour nouveau-né malade. Enfin, pour la Communauté française, un subside du fédéral, 22 millions d'euros, sera alloué au Fesc (NDLR: fonds des équipements et services collectifs) pour la garde extra-scolaire des jeunes enfants. Points positifs aussi, pour 3 catégories d'allocataires sociaux: les accidentés du travail, les personnes ayant une maladie professionnelle et les invalides. Elles vont bénéficier de mesures correctives, par le rehaussement des plafonds par lesquels les allocations vont être calculées. Les allocations en tant que telles vont être

pour les personnes âgées). Mais ce sont des revenus d'assistance, pas de solidarité. Sur le mécanisme de liaison des allocations au bien-être, on n'a obtenu qu'une discussion automatique tous les deux ans. Il y aura une amélioration des allocations sociales au 1er janvier 2007, mais le mon-



tant devra être négocié entre les partenaires sociaux, au cours du deuxième semestre 2006. Et l'augmentation ne sera que pour les deux années à venir. On devra rediscuter du mécanisme, en sachant que les partenaires n'auront qu'une enveloppe modérée. On devra donc, en tant qu'organisation syndicale, créer chaque fois un rapport de force favorable, pour ne pas avoir des peanuts. Et qui dit négocier dit aussi négocier avec les patrons.

Autre, et immense, danger de cette opération, c'est que ces discussions se télescoperont avec une autre discussion, celle sur les accords interprofessionnels, dont les prochaines auront lieu au cours du deuxième semestre 2006 aussi. Que penseront les employeurs d'une amélioration des allocations, n'y aura-t-il pas des pressions à la baisse sur les montants minima? Ne voudront-ils pas accroître encore la flexibilité en échange d'améliorations des montants? Le risque est grand d'opposer les travailleurs actifs aux non-actifs.

Par contre, les dossiers sur les allocations sociales vont revenir dès l'automne 2005, car les mesures d'Ostende n'ont pas fait l'objet de calculs budgétaires clairs. Les premières ébauches du budget 2005 annoncent un déficit qui tournerait autour de 2 milliards d'Euros. Alors, comment va-t-on faire? Il sera impossible de financer les mesures avec un transfert Etat-sécurité sociale, puisqu'il y a déjà un budget prévu au départ. Et cela coûtera presque 300 millions d'Euros en 2007. J'explique cela pour dire que, si on revient à la charge pour les allocations de chômage, cela va être difficile, car rien n'a été prévu à Ostende et les difficultés budgétaires s'accroîtront progressivement.

L'élection de la remplaçante de Mia De Vits n'est-elle pas l'opportunité, pour la FGTB, de choisir quelqu'un qui pourra peser de façon combative sur les négociations futures que tu viens de baliser?

T.B: D'abord je voudrais dire que, étant au bureau fédéral de la FGTB, je n'ai pas vécu le départ de Mia de Vits comme lié à des différences de sensibilités -réelles- entre aile flamande et aile wallonne de la FGTB sur le contrôle des chômeurs. Elle a voulu réorienter sa carrière, en fonction d'une demande du SP.a de la voir figurer sur la liste des Européennes. Ça n'exclut pas des tensions, mais pas au point de voir la FGTB exploser comme on l'a dit.

Quant à son remplacement, à part un remplacement provisoire prévu en juin de cette année, il n'y a pas de calendrier fixé jusqu'au congrès statutaire en mai 2006,

“ Il faut dégager des moyens pour créer des emplois dans le non-marchand ”

améliorées. Trois fois 2% en plus dans les années qui viennent, plus la liaison au bien-être. Si nous avions obtenu cela pour les autres catégories d'allocataires sociaux, nous aurions été satisfaits d'Ostende.

Mais nous ne sommes pas satisfaits. A trois niveaux: les pensionnés verront peu d'augmentation. Et pour les chômeurs et les pré-pensionnés, aucune avancée, rien! On a juste augmenté de 1%, aussi pendant 4 ans, les allocations d'attente des jeunes chômeurs isolés pour qu'elles ne soit pas inférieures au revenu d'intégration, qui est augmenté de 1% par an durant 4 ans, ainsi que la Grapa (NDLR: garantie de revenu

qui procédera au remplacement du secrétariat fédéral. Ce sera une équipe qui sera élue. André Mordant ne se représentera pas, Xavier Verboven, de l'Interrégionale flamande non plus. On verra bien.

Quel est l'état d'esprit au niveau de la base à Liège ?

T.B: On a la chance d'avoir, à Liège, des militants combattifs, très présents dans les manifestations de Namur et d'Ostende, et qui connaissent bien les dossiers. Les commissions de pensionnés, de travailleurs sans emploi ont jugé durement les travaux d'Ostende. Nous avons fait savoir au bureau du PS que notre souhait était qu'en ce qui concerne les mesures d'accompagnement des chômeurs, une évaluation soit faite en juillet 2005, car à ce moment, les moins de 30 ans rentreront dans le système de contrôle, mais ils seront à nouveau contrôlés 16 mois plus tard, ce qui est inadmissible. Nous demandons que, au minimum, ceux-là ne soient plus contrôlés

à l'avenir, si la première audition à l'Onem est "bonne". Ce ne peut être le cas que si les budgets suivent au niveau wallon sur l'accompagnement des chômeurs.

C'est bel et bien, mais quid d'une politique de l'emploi, dans un contexte où, à Ostende, on voulait éviter les pièges à l'emploi ?

T.B: Il faut évidemment dégager des moyens, permettant de relancer une politique d'investissements pour l'emploi, pour créer des emplois dans une série de secteurs relevant du non-marchand. Près de 200 millions d'Euros seront nécessaires pour contrôler des sans-emplois. 1 million d'Euros par an, avec de vraies aides à l'embauche, un vrai maribel, créent au minimum 120 emplois. 200 millions, cela crée 24 000 emplois. Quelle aberration d'utiliser cet argent à la chasse aux chômeurs!

Cela dit, il faut porter les revendications que j'indique, mais il faut constater par

ailleurs que la Belgique est tributaire de la conjoncture internationale, même s'il n'y a guère eu de "dérapage" salarial ces dernières années (2001,2002,2003). L'enjeu était, dans ces années-là, la création de 25 000 emplois pour atteindre les fameux "objectifs de Lisbonne". Cela nous poursuit, Lisbonne !

Car derrière le contrôle des chômeurs, il y a un objectif de taux d'emploi à 70%. Il était de 59% en 2003 chez nous. On nous recommande d'augmenter le taux d'emploi des plus de 55 ans ! On va légiférer pour rendre la "Canada dry" bien moins attractive, et il va y avoir des incitants pour multiplier les emplois à temps partiel ! De plus, on a changé, à la conférence sur l'emploi, qui était plus une conférence pour favoriser les réductions de charge, les chèques ALE en titre service. Là aussi, c'est la porte ouverte à des emplois au rabais. ■

Rupture de "l'Unité socialiste" à Charleroi

En février dernier, Jean-Claude Vandermeeren, secrétaire de l'interrégionale wallonne de la FGTB, est venu faire le bilan de la situation sociale et politique générale devant une assemblée interprofessionnelle à Charleroi qui a réuni près de 400 délégués. Evidemment, la loi Vandembroucke est revenue sur le tapis. Elle avait déjà stimulé la base et la classe ouvrière, il y a eu des protestations et des manifestations, surtout avec les chômeurs.

A l'assemblée, beaucoup d'intervenants ont critiqué la politique du PS et voulaient que le syndicat prenne des distances vis-à-vis du parti. Les interventions étaient très critiques et à gauche. Comme le Premier mai était proche, la décision a été prise de ne pas le faire avec le PS. L'indépendance politique est importante pour un syndicat, surtout quand on parle d'un parti au gouvernement en coalition avec la droite libérale. Depuis lors, les relations avec le PS n'existent plus; elles sont momentanément coupées à Charleroi. Une telle mesure devrait être étendue aux autres régions afin d'augmenter la pression. Surtout en Wallonie, où les possibilités sont plus grandes.

A Charleroi, il y a une réelle radicalisation de la base. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont imposé la coupure du cordon ombilical avec le PS. A souligner également qu'un "Forum syndical" est en train d'être mis sur pieds. La plateforme de base devrait être amendée et adoptée le 28 avril prochain. A suivre... ■

ANDRE HENRY



Paul Verbraeken 1946-2004

Le 9 avril, notre camarade Paul Verbraeken est décédé. Il avait 58 ans. Ce samedi 17 avril, des centaines d'amis et connaissances lui ont rendu un dernier hommage. C'est un véritable ami que nous perdons tous et toutes, car Paul était d'une chaleureuse gentillesse, à l'humour irrésistible. C'était un homme aux convictions fortes mais toujours intéressé par la confrontation avec nous. A se demander parfois s'il était fait pour la lutte politique qui prend trop facilement la forme de la force et des relations de pouvoir.

Il a fait partie de cette génération de jeunes qui se sont radicalisés dans les années '60 dans le mouvement ouvrier socialiste, gagnée par Ernest Mandel au marxisme révolutionnaire. Il a été membre de notre organisation jusque dans les années '80 et a gardé avec nous, depuis, des liens amicaux. Il avait tout vécu: la rupture avec le PSB, la construction d'une nouvelle organisation (la LRT), la tentative de construire un parti ouvrier révolutionnaire. Il restait ces dernières années un des personnages clés dans ce réseau diffus de gens qui veulent continuer à rechercher une alternative anticapitaliste, parce qu'ils ne peuvent supporter la barbarie du capitalisme moderne. La disparition de Paul est une perte difficile. A Ida, sa compagne, à ses amis et proches, nous adressons nos plus sincères condoléances.

FRANK SLEGERS

Au début de cette année, beaucoup de membres de l'ACOD (Centrale Générale des Services Publics - aile flamande) se sont étonnés de la première page de *Tribune*, le mensuel de leur centrale. Y figurait une interview d'une page entière d'une camarade jusque là assez inconnue, ornée de sa photo. Le titre de l'interview n'aidait pas à la compréhension: "*La secrétaire provinciale adjointe y arrivera !*". S'il était clair que quelque chose se tramait dans les coulisses, on se demandait de quoi il pouvait s'agir. PAR PATRICK VAN PELT

tentative de coup droitier REPOUSSÉE

Fin 2003 le camarade Frank Maerten était pensionné et démissionnait donc en tant que secrétaire provincial de l'ACOD Onderwijs (Enseignement) d'Anvers. Dans une série d'articles publiés dans *Bevrijding*, le journal du secteur, il a dressé le bilan du travail syndical des seize dernières années. Impressionnant! Un syndicalisme de gauche conséquent peut apporter des résultats non seulement au niveau matériel pour ses affiliés mais aussi par un renouveau pédagogique au service de toute la population. Même pendant les périodes difficiles,

démocratiques mises en place. Le SP.a, après avoir composé avec l'équipe Maerten, a cru que le moment était venu pour en découdre avec cette équipe et sa base qualifiée de "petite gauche". Fin 2003, la camarade Nadine Maréchal, jusque là secrétaire provinciale adjointe, est élue secrétaire provinciale en remplacement de Maerten. Un audit extérieur des finances syndicales a servi à mettre en cause l'intégrité de Maerten et de son équipe. En passant, la Centrale nationale a suspendu le fonctionnement des instances provinciales. Maréchal en a profité pour licencier deux employés administratifs de la centrale et embaucher une personne travaillant jusque là à l'Action Commune. L'interrégionale flamande soutenait à fond cette opération. D'où la première page de *Tribune*.

Révolte

De nombreux membres ont réagi. Une pétition exigeant une assemblée générale des membres du groupe Enseignement Communal a recueilli plus de mille signatures, plus qu'assez pour obtenir cette assemblée selon les statuts. Lors de la réunion, plus de 150 militants ont protesté contre les mesures de Maréchal. L'interrégionale flamande de l'ACOD a alors convoqué toutes les personnes impliquées. Cette instance a dû admettre que l'audit montrait qu'il n'y avait pas eu d'anomalies financières à l'ACOD Onderwijs d'Anvers et elle a par conséquent dû lever la suspension de l'activité syndicale du secteur. Mais les décisions prises n'ont pas été annulées. Une deuxième assemblée générale a trouvé cette décision insuffisante.

Liste restreinte

Le 18 mars, l'ACOD Enseignement Antwerpen se réunit en Congrès et élit une direction régionale élargie. L'aile sociale-libérale du syndicat met sur pied un comité "Sauvez Nadine!" Ce comité appelle à voter pour une liste restreinte de candidats. La plupart de ceux-ci n'ont pas fréquenté les assemblées syndicales par le passé et n'ont pas assisté aux réunions de direction, alors que celles-ci sont ouvertes à tous les membres intéressés. Plusieurs candidats du secteur ont été placés sur la liste restreinte à leur insu, et certains ont même protesté publiquement.

Victoire pour la gauche

Malgré une campagne de dénigrement mené sur des thèmes corporatistes par l'équipe Maréchal, la gauche a gagné le congrès à ses choix. Ses résolutions ont été adoptées, d'autant plus facilement que l'aile droitier n'avait pas daigné rédiger de résolutions alternatives. Elle avait déposé un rapport oral de Nadine Maréchal qui a récolté quatre voix. L'équipe sortante a été reconduite par une grande majorité. Tous les candidats de la gauche ont été élus ainsi que trois candidats de la liste restreinte, mais pour lesquels la gauche avait également appelé à voter.

Combattre le syndicalisme de combat ?

L'intervention de l'interrégionale de l'ACOD dans cette histoire rappelle des histoires semblables qui se sont déroulées au SETCa-Bruxelles et à la FGTB-Bruxelles (Faust et Appelmanns). Le passage abrupt de Mia De Vits de la direction de la FGTB-ABVV vers la liste électorale européenne du SP.a,



Maerten et son équipe maintenaient un fonctionnement très démocratique dans le secteur, laissaient le champ libre au syndicalisme de combat et soutenaient des initiatives de solidarité internationale. Maerten, en quittant sa fonction, a exprimé l'espoir que cette politique serait maintenue après son départ.

Règlement de comptes

L'aile conservatrice de l'ACOD-Onderwijs anversoise, liée à l'appareil du SP.a, avait dans le passé tenté à plusieurs reprises de reprendre le pouvoir dans le secteur, en se servant notamment des pratiques très

et la démission de Thierry Nollet du SETCa semblent apparentées. Dans la FGTB-ABVV, il existe depuis longtemps une divergence de vue à propos du type de syndicalisme qui est souhaitable pour les travailleurs belges: syndicalisme de combat ou syndicalisme de concertation? Après les luttes de Renault à Vilvoorde et des Forges de Clabecq, il devient clair que la direction syndicale ne veut pas seulement occuper le sommet du syndicat mais que, en outre, elle ne veut plus supporter ni composer avec l'aile du syndicat qui est favorable au syndicalisme de combat.

Cette tendance va de paire avec les victoires électorales du SP.a et du PS, leur collaboration aux gouvernements arc-en-ciel et violet et la "libéralisation" parallèle des partis socialistes. Mais des failles sont de plus en plus visibles entre différentes parties de l'appareil syndical, qui ont des bases, des origines, des pratiques différentes. Ce qui unifie l'appareil, c'est le mépris de la démocratie et les méthodes patronales: audits financiers dits indépendants, suspicions et rumeurs non-fondées, suspensions arbitraire d'instances élues, licenciements pour cause de désaccord. De ce côté là, on ne peut pas dire que la bureaucratie manque d'imagination!

Mobiliser pour renverser la vapeur

Les partisans d'un syndicalisme franchement à gauche, démocratique et combatif ne peuvent devenir prisonniers des luttes de fraction à l'intérieur de la bureaucratie.

Pour inverser le courant, il n'y a pas de formule miracle: il faut mobiliser les travailleurs autour de leurs revendications. Elles sont connues: l'emploi, le pouvoir d'achat, la sauvegarde de la Sécu, des services publics. Les candidats de la direction régionale élargie de l'ACOD Onderwijs d'Anvers ont opté pour un syndicalisme de ce type, comme le secteur le connaît depuis seize ans. Ils ont mérité le soutien des affiliés au congrès du 18 mars. ■

Serbie: une loi honteuse

Les citoyens de Serbie ont été humiliés une fois de plus. Hier, le parlement national de Serbie a décidé qu'il est obligatoire de payer les frais de défense des accusés de crimes de guerre qui sont en ce moment devant le tribunal de La Haye ainsi que les factures de téléphone et les dépenses de voyage de leurs familles. Des travailleurs, les membres de comités, des professeurs et docteurs qui, malgré le régime politique destructeur de Slobodan Milosevic ont survécu à une décennie d'inflation et de pénurie, doivent à présent payer les notes de téléphone de Mirjana Milosevic. Des mères de soldats tués, ceux qui moururent dans des guerres dont Milosevic, Seselj et d'autres faux patriotes étaient les instigateurs, doivent à présent payer les frais de voyage de Marko Milosevic, le héros fameux de Pozarevac qui prouva son courage en battant les citoyens de la ville. (...) Le moment est venu de se souvenir d'une date tragique: Le 6 avril de cette année, il y aura 12 ans que commença l'agression contre la Bosnie et l'Herzégovine, marquée par les crimes tragiques commis de chaque côté (mais dans une plus large mesure par ceux qui prétendaient combattre pour les intérêts serbes) (...). La Serbie démocratique et civile a honte et envoie ce message aux législateurs: aucune histoire ne redressera votre loi honteuse du 30 mars 2004. Nous continuerons à lutter en faveur de l'extradition opportune de chaque accusé de crimes de guerre. Et nous nous opposerons toujours à la non-reconnaissance et à la relativisation de crimes. **Femmes en Noir - Belgrade, 31/3/2004.**

OGM : état des lieux

D'après un dossier publié par la revue écologiste internationale "World Watch", la production d'OGM a connu une nouvelle croissance au cours de l'année 2003 avec un total 67,7 millions d'hectares, soit 15% de plus qu'en 2002. Actuellement, 18 pays dans le monde produisent des organismes génétiquement modifiés; les Etats-Unis arrivent largement en tête avec 63% de la production mondiale; l'Argentine (21%); le Canada (6%), la Chine et le Brésil (4% chacun) et l'Afrique du Sud. L'Allemagne, la Roumanie, la Bulgarie, l'Espagne, l'Australie, le Mexique, l'Uruguay, le Honduras, les Philippines, la Colombie et l'Inde se partagent le pourcent restant. La majorité des cultures est consacrée au soja, avec 41 millions d'hectares (soit 61% du total), suivi par le maïs avec 15 millions d'hectares (23%), puis le coton (11%) et le colza (5%). Rappelons que, loin d'être destinés à répondre au problème de faim dans le monde (dont la cause n'est pas due à un manque de nourriture mais bien aux inégalités sociales), les OGM sont une source de profit pour les 5 multinationales qui dominent le marché; Monsanto (qui contrôle 80% du marché), Aventis (7%), Syngenta-Novartis (5%), BASF (5%) et DuPont (3).

La santé malade du capitalisme

L'état de la santé dans le monde est l'un des symptômes les plus dramatiques des conséquences du capitalisme néolibéral. D'après un rapport du Population Reference Bureau (PRB), une ONG états-unienne, plus d'un milliard de personnes n'a accès à aucune sorte d'attention médicale élémentaire. Etranglés par la dette, pillés par l'échange inégal et les coupes sombres dans les budgets sociaux imposées par le couple infernal FMI-Banque mondiale, les pays du Sud ne dépensent, en moyenne et par habitant, que 11 dollars par an au regard des 1.900 dollars dans le Nord (parfois 100 fois dans certains cas). Bien entendu, les inégalités sont également criantes à l'intérieur même des nations, entre populations pauvres et riches. Les multinationales pharmaceutiques jouent également un rôle de premier ordre dans le creusement des inégalités; seuls 13 des 1.233 médicaments introduits sur le marché au cours de ces dernières années combattent les maladies tropicales qui touchent pourtant des centaines de millions de personnes. "Les forces du marché qui imposent ce genre de choix ne s'intéressent pas aux médicaments destinés à des maladies qui affligent des personnes ayant des ressources économiques limitées" souligne le rapport du PRB. Le cas de la lutte contre le Sida est également catastrophique. Parmi les 40 millions de personnes infectées dans le monde, les malades des pays développés ont pratiquement tous accès à une forme de traitement tandis que, parmi les malades des pays du Sud, largement majoritaires, seul 5% d'entre eux (soit 300.000) reçoivent une attention médicale. Pire, les programmes internationaux mis en œuvre par l'ONU et l'OMS sont au bord de la banqueroute car les pays impérialistes n'ont donné que 20% des 8 milliards de dollars nécessaires pour 2004.

La Côte-d'Ivoire connaît depuis décembre 1999 un cycle de violence infernale. De coup d'Etat en tentative de putsch, de mutineries en manifestations de rue ensanglantées, tout y passe. Comment cette ancienne colonie française située en Afrique de l'Ouest, huit fois plus grande que la Belgique, et qui compte seize millions d'habitants, a-t-elle pu basculer dans une barbarie qui n'en finit plus de dénombrer ses victimes ? Comment ce pays qui a connu trente années de stabilité politique, et une prospérité relative, cité parmi les modèles en Afrique, est-il devenu si tristement célèbre ? PAR JULES LULA

en la personne d'Alassane Ouattara, instaure le multipartisme ainsi qu'une certaine liberté de presse. Plusieurs partis, dont le Front Populaire Ivoirien de l'actuel président Laurent Gbagbo, voient le jour à ce moment.

Cette crise a mis en évidence un fait

quand le DÉFICIT

La Côte-d'Ivoire accède à l'indépendance le 7 août 1960, avec comme premier président Félix Houphouët-Boigny, personnage qui ne tarde pas à s'afficher comme le levier de la politique française en Afrique. Il instaure un régime non démocratique caractérisé par un parti unique, le parti démocratique de Côte-d'Ivoire. Il régnera sans partage pendant trente ans, à la fois comme chef d'Etat, chef de gouvernement et président du parti unique.

En reconnaissance de l'attitude conciliante de son leader envers l'ancienne métropole, la Côte-d'Ivoire bénéficie d'énormes investissements (notamment dans le café, le cacao, le caoutchouc...) qui en feront la première puissance d'Afrique francophone. Houphouët ne va pas utiliser la répression systématique à l'encontre des opposants politiques.

Il privilégie plutôt l'arme silencieuse de la corruption. Ainsi, les énormes ressources financières dégagées par la vente du cacao serviront à acheter le ralliement, ou du moins le silence, de plusieurs opposants au régime.

En 1990, les cours du cacao et du café s'écroulent. Houphouët envisage une diminution des salaires. Mitterrand annonce que l'aide française sera conditionnée à la "bonne gouvernance", c'est-à-dire au bon remboursement de la dette. Mais les étudiants l'entendent comme



"plus de démocratie"! C'est la révolte. Le pays connaît ses premières émeutes de grande ampleur. Le Président fait marche arrière. Il abandonne l'idée de la baisse salariale et concède quelques réformes politiques. Il nomme un premier ministre

majeur: le président est gravement malade. S'ouvre alors une guerre de succession entre Ouattara, soutenu financièrement par les Etats-Unis qui veulent prendre pied dans la région, et Konan Bedie, président de l'assemblée nationale,

soutenu par la France. La confrontation sourde entre les deux camps dure jusqu'au 7 décembre 1993, date du décès du vieux chef. Avec l'appui de l'armée, Bedie prend le dessus. Le nouveau président utilise les instruments institutionnels pour tenter d'éliminer son rival. La presse d'Etat, ainsi que la justice, mettent en doute la nationalité de Ouattara. L'ancien premier ministre ne serait pas ivoirien mais plutôt burkinabé! Cette thèse n'emballa pas l'opinion.

Le camp de Bedie sort alors une nouvelle arme: l'ivoirité. Ses initiateurs la présentent comme un courant philosophique qui vise à restaurer les valeurs culturelles ivoiriennes en voie de disparition. Mais la réalité est tout autre. L'ivoirité va servir à braquer une partie de la population non seulement contre les populations d'origine étrangère, mais aussi contre les ressortissants du nord de la Côte-d'Ivoire.

La population d'origine étrangère (26% avant février 2002, début du conflit armé) provient essentiellement du Burkina Faso et du Mali qui partagent certaines similarités culturelles avec les nordistes ivoiriens. Ouattara est originaire du nord, majoritairement musulman, alors que son rival, le Président, est issu du sud plus chrétien. L'ivoirité va servir à incriminer les nordistes et les populations d'origine étrangère qui ont soutenu Ouattara. Etiquetés non-ivoiriens, ils sont présentés comme les responsables du chômage et de l'insécurité grandissante, alors que dans le même

C'est vite dit...

Palestine : les chiffres de l'occupation

La guerre menée par Israël contre le peuple palestinien a pulvérisé tous les indicateurs sociaux et économiques en Palestine. Un rapport conjoint de l'ONU et de la Banque mondiale signale que près de deux millions de Palestiniens (61% de la population de Cisjordanie et de Gaza) vivent sous le seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour) ; soit trois fois plus qu'il y a trois ans et demi. Plus de 13% des enfants de Gaza et 4% en Cisjordanie souffrent de malnutrition sévère et chronique. Plus de la moitié de la population est au chômage et l'économie est bloquée : 140 millions de dollars d'investissements en 2002 contre 1 milliard 500 millions en 1999. Le rapport pointe les responsabilités: l'occupation israélienne, les bouclages des territoires et des villes et les destructions opérées par l'armée. Pour survivre, les Palestiniens se sont largement tournés vers l'agriculture de subsistance. Mais, même là, l'occupation écrase tout en empêchant les produits de s'écouler. La poursuite de la construction des colonies et du Mur de l'Apartheid avale des milliers d'hectares de terres cultivables. Sans oublier la destruction de logements: 4.400 rien qu'entre mars et avril 2003, ou celle des infrastructures essentielles. Des milliers de Palestiniens sont ainsi sans abris, sans accès à l'eau courante, à l'électricité, au téléphone, aux écoles et aux dispensaires médicaux.

temps le Président Bedie accepte de privatiser les grands services publics au bénéfice de la France. L'eau, l'électricité, les télécommunications passent ainsi aux mains du groupe Bouygues. De 1993 à 1999, les médias d'Etat vont relayer des discours haineux et xénophobes. Des mil-

élections législatives de décembre 2000 pour "nationalité douteuse".

On assiste à une traque de ses supposés partisans au sein de l'armée. Beaucoup sont contraints à l'exil. En effet, Gbagbo n'a pas confiance en l'armée. Il n'ignore pas le rôle que celle-ci a joué dans la chute de ses prédécesseurs. Il met donc en place des milices

français, et surtout s'assurer que la zone de production du cacao ne basculera pas dans la violence. Les industries chocolatières occidentales ne le permettent pas.

Ce n'est donc pas par hasard si, en janvier 2003, les belligérants se retrouvent sous les auspices de la France à Linas-Marcoussis, dans la banlieue parisienne. D e c e s

DÉMOCRATIQUE

plonge un pays dans le chaos

liers d'agriculteurs burkinabés seront chassés de leurs plantations puis expulsés. C'est dans cette atmosphère délétère qu'intervient le coup d'Etat du 24 décembre 1999 qui porte le général Robert Guei au pouvoir. Très vite, il s'allie à Laurent Gbagbo. C'est l'union sacrée des fils du sud contre le nord étranger et envahisseur. Les élections truquées tournent à l'affrontement entre les trois candidats. La foule et une partie de l'armée contraignent Guei à quitter le pouvoir le 25 octobre 2000. Le lendemain, les partisans de Gbagbo appuyés par la gendarmerie font barrière à ceux de Ouattara qui réclament de nouvelles élections. Les combats donnent lieu à des centaines de morts.

C'est dans une Côte-d'Ivoire endeuillée que Laurent Gbagbo arrive à la présidence. Il accentue encore la politique de l'ivoirité. Ouattara est une fois de plus éliminé des

issues de sa base ethnique. Celles-ci sont chargées de réprimer, sans impliquer officiellement le pouvoir, toute velléité de contestation chez les opposants. Le pays se retrouve profondément divisé. Le 19 septembre 2002, c'est l'insurrection armée. Les insurgés, constitués notamment de partisans de Ouattara et de militaires originaires du nord, bénéficient du soutien des populations de cette partie du pays. Ils y établissent leur base arrière et contrôlent 60% du territoire. Du côté de la capitale tenue par les forces restées loyales au président Gbagbo, c'est le déferlement de la violence. Plusieurs opposants, dont le général Guei, ex-président, sont assassinés par les escadrons de la mort.

Les troupes françaises interviennent, disant pour éviter un bain de sang. En réalité, elles veulent créer un périmètre de sécurité pour les 20.000 ressortissants

assises sortiront un accord politique, un premier ministre et un gouvernement d'union. Mais le gouvernement a du mal à fonctionner, compte tenu du refus du président Gbagbo d'accorder aux ministres issus de l'opposition de réels pouvoirs. Le jeudi 25 mars 2004, celle-ci appelle ses partisans à une marche pacifique afin de dénoncer les blocages dans l'application des accords. La réaction ne se fait pas attendre. Les forces armées appuyées par les milices tribales de Gbagbo répriment durement la foule. Selon les sources, le nombre de victimes varie de 600 morts (d'après le mouvement ivoirien des droits de l'homme, MIDH) à... 37 (d'après le pouvoir) ! Quel que soit le bilan réel, le constat est que le pays est toujours coupé en deux. Mais dans la capitale, les milices tribales de Gbagbo font la loi. L'ordre règne et le cacao ivoirien peut continuer à alimenter les chocolateries occidentales... ■

LO-LCR et les élections régionales

PAR MIKAEL DUTHU

Avec 4,58% (plus d'un million de voix), le dimanche 21 mars, les listes LO-LCR n'ont pu se maintenir dans aucune région malgré l'accord passé quelques mois auparavant pour favoriser le maintien des candidats d'extrême-gauche dans au moins une des 21 régions de la France métropolitaine.

Ce résultat négatif peut s'expliquer par l'installation d'un nouveau mode de scrutin mis en place pour assurer la victoire des grands partis et bloquer les petits et où 10% des voix

étaient nécessaires pour se maintenir au second tour (5% étaient suffisants auparavant). Malgré cet échec du fait de la barre des 10%, la campagne n'a pas été complètement négative du point de vue de la continuité et l'enracinement du vote d'extrême-gauche. En réalité, cette dernière a amélioré son score par rapport aux dernières régionales d'il y a six ans de 0,2%. Les listes LO-LCR ont souvent dépassé les 5% et auraient pu ainsi obtenir des représentants dans une quinzaine de régions si le mode

de scrutin était resté inchangé... Mais du fait d'un mode de scrutin foncièrement anti-démocratique les élus de l'extrême-gauche disparaissent des assemblées régionales.

Un autre élément à souligner en positif pour LO et la LCR a été le nombre massif de participants aux réunions de campagne; plus de 20.000 en tout dans les grands meetings. (1.500 à Lille par exemple, auquel j'ai moi-même assisté), et plus de 6.000 dans les petites réunions de campagne. ■

Irlande du Nord, vendredi saint 1998: des accords de paix sont signés. Sans mettre fin à la domination britannique et au partage de l'île, les accords promettent l'égalité entre tous les habitants. Ce n'est pas rien dans une région qui est depuis longtemps dominée par les unionistes pro-britanniques, qui considèrent les nationalistes irlandais comme des citoyens de deuxième catégorie. Nous nous sommes entretenus avec deux architectes des accords: les dirigeants du Sinn Fein et anciens dirigeants de l'IRA, Martin McGuinness et Mitchell McLaughlin. PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS DEN HOND ET MIREILLE COURT

ACCORDS DU VENDREDI SAINT Vers l'unification de l'Irlande

Martin McGuinness

Nous avons fait un énorme progrès ces dix dernières années. Le processus de paix a apporté beaucoup de positif pour tout notre peuple. Les gens ont l'air contents, mais il reste un long chemin à parcourir et les unionistes pro-britanniques, qui bloquent les changements, sont le problème majeur. J'espère qu'on parviendra rapidement à une égalité, à une démilitarisation et à une réforme de la police.

Les groupuscules "Real IRA" et la "Continuity IRA" ne sont pas de vrais problèmes. Militairement, ils ne sont pas très efficaces et ils n'ont pas le soutien des masses. Les résultats électoraux montrent qu'une majorité écrasante du peuple irlandais appuie la stratégie de paix du Sinn Fein. Le vrai problème réside chez les unionistes pro-britanniques. Leurs dirigeants Paisley et Trimble ne sont pas capables de partager le pouvoir avec nous. Nous critiquons également Tony Blair qui soutient les dirigeants unionistes quand ils bloquent le processus de paix.

Nous avons réussi à porter l'Irlande du Nord à l'agenda politique du gouvernement britannique et des unionistes. Et il semble que ça plaît aux Irlandais du Nord. Pour la première fois, ils remarquent que leurs dirigeants politiques prennent des positions importantes dans l'assemblée, pas seulement en Irlande du



Nord, mais sur l'île entière. Il est probable que le Sinn Fein aura deux élus au parlement européen en juin - deux femmes en plus!

Tout cela représente un grand choc culturel pour les unionistes, parce que, avant, ils contrôlaient tout. Ce n'est plus le cas. Je ne contrôle pas tout, mais je désire partager le pouvoir avec eux et élaborer les "All Island Institution". Un jour, on aura une république irlandaise souveraine par la voie pacifique et démocratique.

Mitchell McLaughlin

C'est un processus de résolution des conflits. Un problème non résolu est la question de l'autodétermination nationale pour la population d'Irlande. Mais cela pourrait se réaliser dans le cadre des accords de paix. Nous essayons d'atteindre les mêmes objectifs que l'IRA sans les armes. Pendant des décennies de lutte armée, nous n'avons jamais eu de garantie de succès. Mais nous en avons créé la possibilité. La réponse positive de la direction de l'IRA concernant cette initiative politique a été très importante.

Je suis moi-même un citoyen irlandais et, contre ma volonté, je suis sujet britannique. En tant que républicain irlandais, je trouve qu'il y a un problème. Si la Grande-Bretagne reconnaît le droit à l'auto-détermination pour chaque peuple en Irlande, ce problème pourra être résolu. Cela entrain-



era une relation amicale entre nos deux peuples sur une base égalitaire, pour la première fois dans l'histoire.

Nous ne voulons pas simplement une intégration de l'Irlande du Nord à l'Irlande du Sud; nous voulons une transformation radicale de l'Irlande. Nous voulons une nouvelle démocratie, un nouveau système politique et une nouvelle constitution. Le Sinn Fein est partisan d'une république socialiste démocratique. Et nous sommes un parti fort maintenant, le troisième de l'île.

Depuis 10 ans, il y a eu des négociations entre tous les partis. Elles ont toutes échoué parce que le Sinn Fein était exclu des négociations. Nous avons été censuré au Nord, comme au Sud. Mais, lorsque nous avons rejoint les négociations en septembre 1997, nous avons obtenu un accord de paix à Pâques 1998. Nous étions le maillon manquant du processus de paix.

Les relations avec la communauté unioniste s'avèrent très compliquées en ce moment. Ce sont eux qui ont colonisé l'Irlande. Ils sont inquiets maintenant. Ils craignent d'être discriminés comme ils ont discriminé les nationalistes et les républicains durant plusieurs décennies.

Cette génération choisira une Irlande unie et indépendante. Cela fait partie des accords du Vendredi Saint. Donc, il est normal que les unionistes s'énervent. Et il est de notre responsabilité de leur expliquer qu'ils ne seront pas une minorité opprimée dans une Irlande unifiée. ■

En février 2003, le XVème congrès mondial de la IVème internationale adoptait une résolution analysant la nouvelle situation mondiale. Evoquant la restauration du capitalisme dans les pays du " Bloc communiste ", ce document montrait la différence fondamentale entre l'évolution économique et sociale de la Russie et de la Chine au cours de la dernière décennie. PAR GEORGES DOBBELEER

Où va la CHINE?

Si la Russie émerge seulement d'une période de recul de sa production, par contre "la Chine a connu depuis 20 ans un taux de croissance de près de 10% par an." Si "la baisse du nombre absolu de pauvres pendant ces vingt dernières années" est spectaculaire, "en même temps, les écarts de revenus se sont creusés en Chine parallèlement à la remise en cause des gains sociaux dans la santé et l'éducation et des protections dans l'emploi... D'où la montée d'explosions sociales protestant contre les inégalités".

Une grande puissance industrielle

Un développement industriel considérable a permis à la Chine de devenir le 4ème exportateur mondial, devançant depuis peu la France. La Chine se limitait naguère à vendre les produits de son industrie textile et devenait par exemple le premier producteur mondial de soutiens-gorge, vendus en Europe sous des noms français connus. La société chinoise TCL, associée au français Thomson est aujourd'hui le premier producteur mondial de téléviseurs et veut le devenir aussi pour les GSM.

Dès à présent d'ailleurs des groupes européens d'électronique sont très présents dans l'industrie chinoise tandis que le groupe chimiste suisse CIBA et l'allemand Volkswagen réalisent l'un 8,5 l'autre 10% de leur chiffre d'affaires en Chine où Volkswagen détient déjà 40% du marché dans le secteur de l'industrie automobile dont l'essor est fantastique. Avec 4 millions de voitures fabriquées en 2003, la production chinoise égalera celle de l'Europe entière en 2007.

Un coût social effrayant

Si la Chine attire de plus en plus les capitaux des investisseurs étrangers ce n'est plus seulement à cause du bas-prix de sa main-d'œuvre mais aussi grâce à l'assimilation des technologies de pointe et à la présence d'un très grand nombre d'ingénieurs et de chercheurs qualifiés.

Mais dans la vaste zone industrielle de la région de Canton par exemple, les salaires sont toujours les mêmes qu'en 1993 sous la pression de l'afflux constant de main d'œuvre peu qualifiée venue des campagnes. Sous le titre "Les forçats du miracle (chinois)", le Nouvel Observateur du 13 novembre 2003 décrivait l'inexistence des droits sociaux, les salaires de misère, les conditions de logement sordides, l'insécurité au travail qui caractérise ce prolétariat sans tradition de lutte qui fournit l'essentiel de la production de toutes ces usines nouvelles. Au contraire, dans les entreprises étatisées plus anciennes, des droits sociaux existent encore mais la productivité y est modeste et la corruption des directions même souvent à la faillite.

Une couche de petits cadres et d'habiles entrepreneurs s'est cependant développée à vive allure et achète des voitures et d'autres symboles de richesse. Les plus brillants d'entre eux - de vrais hommes d'affaires - sont depuis le 16ème congrès du Parti Communiste chinois en 2002, autorisés à entrer dans le parti. Le PDG de TCL-Thomson, Li Dongsheng, qui possède 9% du capital de l'aile chinoise de cette société, est entré au comité central du parti.

Résistance populaire

Depuis les grandes manifestations populaires de Tien An Men à Pékin en 1989, réprimées par le pouvoir, la contestation ne s'est pas éteinte en Chine. Elle ne se limite pas aux actions pacifiques du groupement religieux Fa Lun Gong qui fut d'abord toléré puis sévèrement réprimé. En 2002, 192 militants démocrates avaient signé une "lettre ouverte au 16ème congrès du parti" demandant la libération des prisonniers de conscience et des élections non préfabriquées. Tous furent condamnés à plusieurs années de prison ou sévèrement contrôlés dans leurs activités. Pourtant d'autres, à tour de rôle, demandent l'instauration d'un Etat de droit et se solidarisent avec les travailleurs dont l'usine ferme, avec les

paysans expropriés ou avec les nombreux habitants de Pékin et Changhaï dont la maison est détruite pour faire place à de grands immeubles sans qu'ils perçoivent de compensation raisonnable.

Un tournant réel?

Le 5 mars, Wen Jiabao a ouvert la session annuelle de l'assemblée nationale populaire (ANP) en appelant les 3000 délégués à "changer le mode de notre croissance économique" afin de faire face à "la montée des tensions sociales, énergétiques et écologiques induites par le productivisme à tous crins." Concrètement cette nouvelle stratégie économique vise à améliorer le sort des paysans pour les inciter à rester à la campagne et également à arrêter les abus des expropriations foncières. Il s'agira aussi de créer rapidement 9 millions d'emplois nouveaux et de verser correctement les indemnités de chômage et de retraite. Dégâts écologiques, danger d'une bulle spéculative créée par de nouveaux riches corrompus, menace croissante d'une révolte sociale beaucoup plus large que celles des dernières années, sont sans doute à l'origine de ce tournant qui s'esquisse dans la direction du PCC et le gouvernement chinois.

Mais cette éventuelle perestroïka à la chinoise se heurtera à la forte résistance des cadres moyens du parti très souvent corrompus. De vraies réformes en faveur de la masse des paysans restée très pauvre, des ouvriers licenciés et des chômeurs des grandes villes peuvent retarder les explosions de révolte mais ne pourront pas les empêcher éternellement. A la différence de l'URSS dont la classe ouvrière avait été écrasée politiquement par le stalinisme, la classe ouvrière chinoise aura peut-être la force et la cohésion nécessaires pour qu'une révolution socialiste véritable renverse dans un avenir peut-être proche les bases de la domination d'une bureaucratie qui se dit toujours communiste tout en reconstruisant le capitalisme. ■

Peu après l'occupation, les Etats-Unis et leurs alliés ont commencé à désigner la résistance irakienne comme étant composée «d'éléments étrangers», de «terroristes» ou «de partisans du régime de Saddam». PAR TARIQ ALI (*)

Ce qui vient en IRAK

Cette phraséologie, déjà douteuse à l'époque, devient franchement ridicule aujourd'hui. Le porte-parole de l'armée US qualifie ainsi les groupes de guérilla comme des forces «anti-irakiennes». Veut-il nous convaincre – sans rire – que les troupes occupantes états-uniennes, britanniques, espagnoles, bulgares, ukrainiennes, italiennes, japonaises, polonaises, ou sud-coréennes représentent l'Irak tandis que les Irakiens qui s'opposent à l'occupation sont «anti-irakiens» ?

Un monde étrange

A partir du moment où les mensonges de Bush, Blair et Aznar sont devenus patents, puisqu'aucune arme de destruction massive n'a été trouvée, les services de propagande et les médias à leur solde ont changé leur fusil d'épaule: «Bon, peut-être n'y a-t-il pas d'armes de destruction massive, mais nous avons quand même renversé un tyran et apporté la démocratie en Irak». Démocratie ? Sans blague.

Même en laissant de côté les milliers de civils irakiens qui sont morts – et qui continuent à mourir –, parler de démocratie n'a pas de sens. Un vieil idéologue impérialiste, Samuel Huntington, parle de l'Irak comme d'un «paradoxe démocratique». De quel monstre s'agit-il là? Lorsque la démocratie ne procure pas ce que veut l'Occident, elle devient un «paradoxe». Et pour la démocratie capitaliste, n'importe quel défi à l'ordre économique néolibéral est un «paradoxe». Les Irakiens qui ne veulent pas de la privatisation de leur enseignement et de leur système de santé sont des gens qui «vivent dans le passé».

Les commerçants irakiens qui nient les multinationales qui se sont engouffrées dans le pays après l'invasion sont des «éléments arriérés».

Il est pourtant clair que, si l'on permettait l'instauration d'une véritable démocratie en Irak, les représentants élus exigeraient le retrait de toutes les troupes non-irakiennes, la récupération du contrôle du pétrole irakien et, sans doute, un traité de paix avec l'Iran. Rien de tout cela ne servirait les intérêts de l'impérialisme.

Guerre civile?

C'est pour cela qu'Henri Kissinger et d'autres requins suggèrent de balkaniser l'Irak. C'est pour cela que l'on évoque à l'envi une imminente «guerre civile». C'est ce qui pourrait expliquer l'attentat provocatoire qui a tué et blessé des centaines de pèlerins shiites à Kerbala (un crime condamné par tous les groupes armés en Irak). Malgré tout, les dirigeants religieux et séculiers shiites et sunnites ne s'expriment pas autrement qu'en termes d'unité nationale contre l'occupant colonial.

L'ayatollah Sistani s'est réuni avec les leaders sunnites pour renforcer leur volonté d'unité du pays et a insisté, en privé, sur le fait que le modèle de gouvernement iranien serait un désastre pour l'Irak. Moqtada al-Sadr parle de libérer l'Irak et non les régions majoritairement shiites. Au cours des dernières semaines, il est devenu évident que, à l'exception des leaders kurdes, tout le pays est contre l'occupation et veut qu'elle se termine immédiatement.

Quelle issue?

Le transfert du gouvernement du 30 juin sera une farce totale. Les Etats-Unis ne remettront le pouvoir qu'à des personnes de confiance. Ils ont déjà nommé le premier ministre du nouvel Irak, se retireront dans huit ou neuf bases militaires clés et laisseront les fantoches tenter d'imposer l'ordre états-unien.

L'argument selon lequel le peuple irakien

est incapable de déterminer son propre avenir est un mensonge intégral. Ils sont parfaitement capables de faire des accords entre eux. Ils l'ont déjà fait par le passé et le feront de nouveau.

On ne peut pas non plus exclure le Parti Baath de ce processus. Purgé de Saddam et de ses factions, qui étaient totalement dégénérées, le Baath est un parti légitime, tout comme les partis religieux ou le Parti communiste irakien, aussi bien son aile collaborationniste avec l'occupation que son aile non-collaborationniste. Si ces secteurs parviennent à un accord d'ensemble, les Etats-Unis ne pourront pas conserver le contrôle du pays. Et il serait également dans l'intérêt des leaders kurdes d'y participer. Si les Kurdes s'isolent, il n'y aura personne pour les défendre contre une quelconque intrusion de la Turquie.

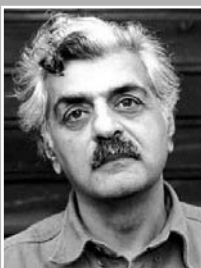
La solution, selon certains, serait de remettre la gestion du pays aux Nations Unies. Ces dernières ne sont-elles pas préférables aux Etats-Unis ? Mais qui contrôle et décide de ce que fait ou ne fait pas l'ONU ? En 1924 la Grande-Bretagne a gouverné l'Irak par mandat de la Société des Nations... qu'ils avaient eux-mêmes mise sur pieds.

Les Etats-Unis peuvent donc facilement obtenir un mandat similaire du Conseil de sécurité et maintenir leurs bases militaires dans le pays pendant des décennies. Les Nations Unies ne seraient qu'un paravent pour sauver les apparences.

En finir avec l'occupation

La priorité pour les citoyens des pays dont les gouvernements ont appuyé la guerre est de punir les bellicistes en suivant l'exemple des Espagnols. Si Berlusconi, Blair et Bush suivent Aznar au Walhalla, ce sera une victoire importante. Il faudra alors mener campagne pour exiger de leurs successeurs qu'ils en finissent avec l'occupation. ■

Note: Les intertitres sont de la rédaction



(*) Tariq Ali est un activiste de longue date, directeur de cinéma et écrivain. Il est l'une des figures du mouvement anti-guerre britannique. Ce texte a été publié par CounterPunch et le Socialist Worker, traduction: La Gauche.



28 mars 2004, Vottem. Manifestation contre les centres fermés et les expulsions
(Photo: Turlututu, Indymedia-Liège)

Bouquinages

Bilan d'un an de guerre en Irak. Analyse des coûts et des éléments déclenchants. Par Caroline Pailhe, rapport du GRIP, 2004, 40 pages, 7,50 euros. Le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) publie régulièrement des rapports forts intéressants. Celui de Caroline Pailhe examine (et démolit avec rigueur) les quatre éléments soutenus par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne pour entrer en guerre; la menace des armes de destruction massive irakiennes; l'argument de la lutte contre le terrorisme; celui du renversement d'un régime autocratique devant mener à la démocratisation du pays et, enfin, le remodelage du Moyen-Orient sur base de l'exemple irakien.

Pour recevoir tous les ouvrages (livres et rapports) publiés par le GRIP, vous pouvez vous abonner (125 euros/an); compte 000-1591282-94, rue Van Hoorde 33, 1030 Bruxelles (02.241.84.20); e-mail: publications@grip.org, site internet: www.grip.org.



Les Belges au Rwanda. Le Parcours de la honte. Par JEAN-CLAUDE WILLAME, éd. GRIP-Complexe, 2004, 14 euros. Avril 1994, le Rwanda sombre dans l'horreur. Ce drame, qui a surpris par son ampleur, était prévisible. Une commission d'enquête du Sénat, instaurée début 1997, devait apporter toute la lumière sur l'intervention ratée de la Belgique. De ses travaux, il ressort que la mission belge n'a été qu'une suite de bévues, tant sur le plan politique, diplomatique que militaire... Collaborateur de cette commission Rwanda, Jean-Claude Willame décrit dans cet ouvrage l'enchaînement des erreurs et des drames. La question des responsables est clairement posée et l'auteur n'hésite pas à les identifier: à New-York, le Conseil de sécurité des Nations Unies; du côté belge, les principaux décideurs politiques et diplomatiques de même que le commandement militaire.

Le Nouvel Internationalisme. Contre les guerres impériales et la privatisation du monde, de DANIEL BENSÄID, Textuel, Paris, 2003, 184 p. 18 euros. Voici un petit livre incisif, qui offre des armes pour comprendre et pour agir sur la réalité présente. Notre époque, constate Bensaïd, est celle de la mondialisation capitaliste libérale, qui est aussi une expansion impérialiste, brutale, agressive et conquérante. Face à cette offensive, deux réactions sont possibles: la voie régressive des nationalismes rances, des paniques identitaires et des réflexes xénophobes ou celle, tendue vers l'invention d'un autre monde, d'un nouvel internationalisme. Ce dernier se distingue de celui du passé - les IIe et IIIe Internationales - par son caractère d'emblée planétaire et par la diversité des acteurs mobilisés, dont les contours ne peuvent se limiter au seul mouvement ouvrier traditionnel. Par ailleurs, son anti-impérialisme militant ne souffre pas de la logique binaire des "camps" qui a tant pesé sur celui des années 1960 et 1970. La conclusion est un hommage à Jacques Derrida, qui avait, dès le début des années 1990, annoncé l'avènement d'une "nouvelle Internationale" contre la loi du marché et ses monstrueuses inégalités. Mais, ajoute Bensaïd, cet internationalisme nouveau - dont la journée mondiale contre la guerre du 15 février 2003 est un exemple frappant - n'existerait pas sans l'héritage de l'ancien, sans la remémoration des expériences passées...

MICHAEL LÖWY (ROUGE)

Bon 1^{er} mai et bonnes luttes!

PAR CELINE CAUDRON

Ca y est! C'est le jour du muguet et des drapeaux rouges. On sort les barbec' et les merguez pour faire la fête au soleil avec ses camarades. Entre deux chopes, on cause de l'année sociale écoulée...

On commence par chercher les victoires éclatantes en Belgique... tâche que l'on abandonne très vite. La non-prolifération des luttes victorieuses au plat pays cette année ne doit pas nous déprimer. C'est plus gai de s'enthousiasmer plutôt avec ce qui se passe ailleurs. Ca donne aussi de l'inspiration, espérons-le.



Incontournables en ce jour, les grosses discu' entre militants: pour ou contre l'interdiction du voile? Et la constitution européenne, on la vire ou pas? Tu crois qu'il faut soutenir les démocrates aux Etats-Unis contre Bush? - mais où est-ce qu'on a bien pu aller chercher tout ça? Bon, on n'est pas là pour se prendre la tête. On n'hésite donc bien sûr pas à s'échanger quelques bonnes vanes sur Bush et les impérialistes. Ca détend et ça fait plaisir.

Et pour terminer la journée en beauté, on n'oubliera pas d'allumer la télé pour le JT du soir pour ne surtout pas manquer le bel exercice vocal des troupes du PS, chantant avec une ferveur toute bien simulée les paroles de l'Internationale, sans doute révisées la veille. Ben quoi, ils n'ont l'occasion de les chanter qu'une fois par an les pauvres... ■

sommaire

ALTERNATIVES	
■ Comme un air de R.A.P	2
EDITO	
■ La Légion étrangère du capital	3
ECO-LOGIQUE	
■ Le métabolisme social est détraqué	4
BOUQUINAGES	
■ La Jamaïque dans l'étau du FMI...	5
REBELLES	
■ L'économie solidaire...	6
CA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	
■ Du théâtre pour la lutte des femmes	7
POINT DE VUE DU POS	
■ Les élections du 13 juin...	8
SOCIAL	
■ L'école au service du marché	10
POLITIQUE	
■ Un nouveau "dimanche noir"...	11
DÉBATS	
■ Interdiction du port du voile...	12
SYNDICATS	
■ Entretien avec Thierry Bodson...	14
■ Rupture de l'"unité socialiste"...	15
■ Tentative de coup droitier repoussée	16
INTERNATIONAL	
■ Côte d'Ivoire.	18
■ France. LO-LCR et les élections...	19
■ Irlande du Nord. Vers l'unification...	20
■ Chine. Où va la chine?	21
■ Irak. Ce qui vient en Irak	22
L'IMAGE	23
BOUQUINAGES	23

Les interviews qui paraissent dans les colonnes de la gauche sont publiées en intégralité à la fin du mois sur notre site www.sap-pos.org.

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, la gauche est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. la gauche est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, la gauche s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.